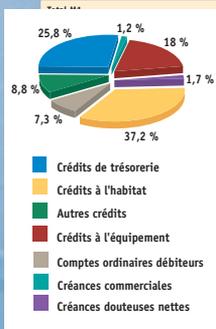




Bulletin trimestriel

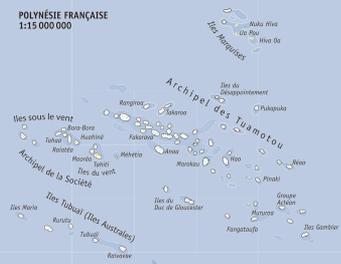
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 147 - Statistiques au 30/06/2011

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Synthèse	4
Annexes	8
Méthodologie	8
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	10
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
2. Les avoirs financiers des agents économiques	12
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	14
2.3 Les avoirs par nature	15
3. L'endettement des agents économiques	16
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	16
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	20
4. Le financement des crédits bancaires	22
4.1 L'équilibre emplois- ressources	22
4.2 Le réescompte	22
5. Les engagements sectoriels	23
6. Les indicateurs de vulnérabilité	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	25
8.1 Les taux règlementés	25
8.2 Les principaux taux de marché	25
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

La croissance de l'économie mondiale s'est ralentie au 2^e trimestre 2011, dans les pays avancés comme dans les pays émergents, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires face aux pressions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La période récente a été marquée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro, le relèvement du plafond de la dette fédérale aux Etats-Unis et l'instabilité des marchés boursiers.

Au deuxième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible, à 1 %, freinée par la hausse des prix de l'énergie, la stagnation de la consommation des ménages, la faiblesse du marché immobilier et les contraintes de consolidation budgétaire.

En Asie, la situation économique du Japon s'est redressée plus rapidement que prévu, malgré le recul du PIB observé au 2^e trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre un plan de reconstruction et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche une croissance plus modérée qu'en 2010, à la suite du resserrement de la politique monétaire visant à enrayer les tensions inflationnistes.

La reprise ne s'est pas confirmée dans la zone euro au cours du deuxième trimestre, fragilisée par la crise de la dette souveraine, avec un ralentissement de la croissance du PIB à 0,2 %. Les conditions économiques se sont détériorées par rapport au premier trimestre, avec le ralentissement de la consommation, le recul de la production industrielle en Allemagne et le comportement attentiste des entreprises sur fond de tensions financières.

Le 21 juillet, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé d'étendre les compétences du Fonds européen de stabilisation (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés – afin notamment de lui permettre d'acheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire et d'aider à la recapitalisation d'établissements financiers. D'autres mesures ont été prises, telles que l'allongement de la durée des prêts et l'application de taux d'intérêts préférentiels. Ces dispositions n'entreront toutefois en vigueur qu'après ratification des parlements nationaux. Une aide supplémentaire de 109 milliards d'euros a été allouée à la Grèce en juillet, à la suite de l'adoption

de nouvelles mesures budgétaires, et un assouplissement des conditions a été accordé au Portugal et à l'Irlande. En raison des tensions sur les taux de l'Espagne et de l'Italie, la BCE a repris en août son programme d'achat d'obligations d'Etat (SMP). Les gouvernements italiens et espagnols se sont engagés à adopter la règle de l'équilibre budgétaire, qui pourrait également être adoptée par d'autres pays de la zone Euro.

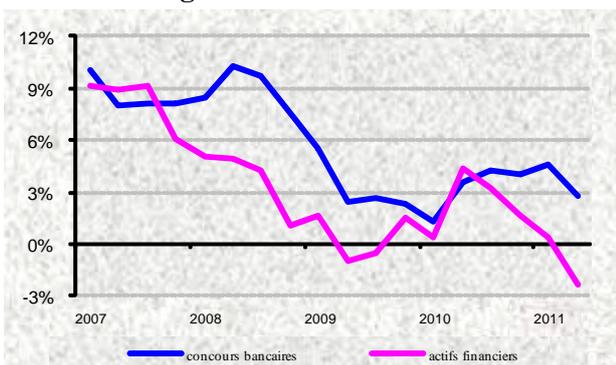
En matière de politique monétaire, la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur le 7 juillet, pour le porter à 1,5 %, estimant que le nouvel ajustement était nécessaire compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La parité EUR/USD, qui avait enregistré une forte hausse de janvier à avril 2011, s'inscrit en baisse depuis cette date.

Sur les marchés boursiers, l'envolée du cours du pétrole et des matières premières s'est interrompue - hormis celle de l'or - affectée par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique mondiale et les tensions financières en Europe. Durant l'été, les craintes sur l'environnement macroéconomique, la crise des dettes souveraines et son impact sur les comptes des banques européennes ont alimenté l'inquiétude des marchés et entraîné la chute des bourses mondiales, affectant plus particulièrement les valeurs bancaires.

Atonie de l'activité des banques polynésiennes

Dans un contexte de conjoncture économique dégradée, l'activité des banques locales est demeurée atone au cours du deuxième trimestre 2011. La collecte de dépôts s'est repliée, illustrant les tensions de trésorerie des agents économiques. Par ailleurs, si l'encours brut des crédits continue de progresser, le rythme de croissance de l'encours sain demeure peu soutenu, en raison d'une faible production de crédits et du déclassement des créances impayées, qui semble cependant marquer une pause au deuxième trimestre. Le niveau des créances douteuses reste toujours élevé (12,4 % du total des encours bruts de crédit). Pour le deuxième trimestre consécutif, la masse monétaire M3 affiche un recul tant sur le trimestre qu'en glissement annuel.

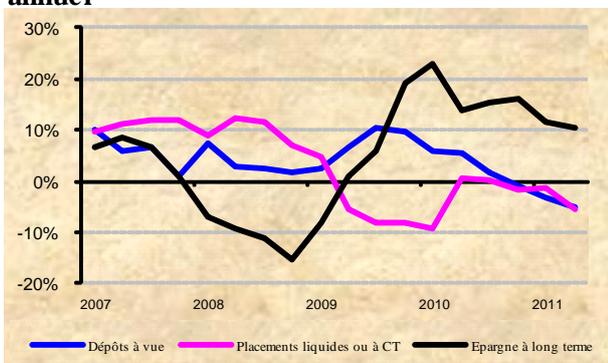
Evolution en glissement annuel



Recul des actifs financiers

Au 30 juin 2011, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élevait à 478,5 milliards de F CFP. L'encours global s'est replié de 0,3 % sur le trimestre et de 2,4 % sur un an. Les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme enregistrent les plus forts replis en glissement annuel, alors que les produits d'épargne à long terme collectés localement et orientés sur des placements extérieurs ont progressé de 10,2 % sur l'année.

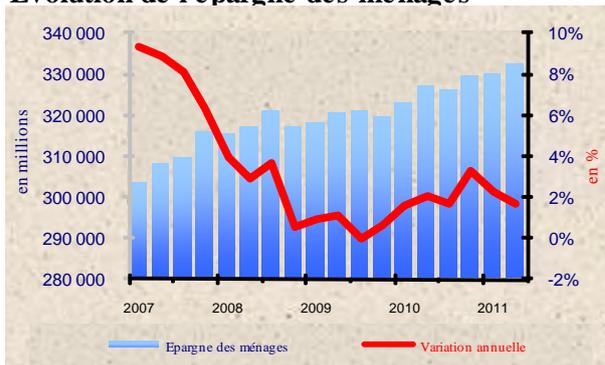
Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Au deuxième trimestre 2011, les avoirs financiers des ménages continuent leur progression, mais à un rythme moindre (+ 1,6 % en rythme annuel, contre + 2,2 % en mars 2011).

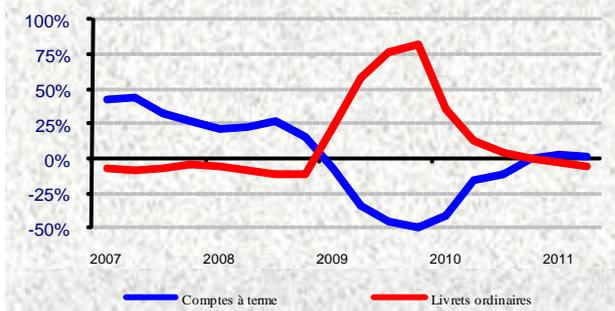
Cette évolution résulte notamment de la progression de l'épargne à long terme (+ 0,7 % sur le trimestre), certains ménages choisissant de placer une partie de leur épargne sur des supports plus rémunérateurs, notamment les contrats d'assurance-vie (+ 1,2 %) et, dans une moindre mesure, les plans d'épargne logement (+ 0,7 %).

Evolution de l'épargne des ménages



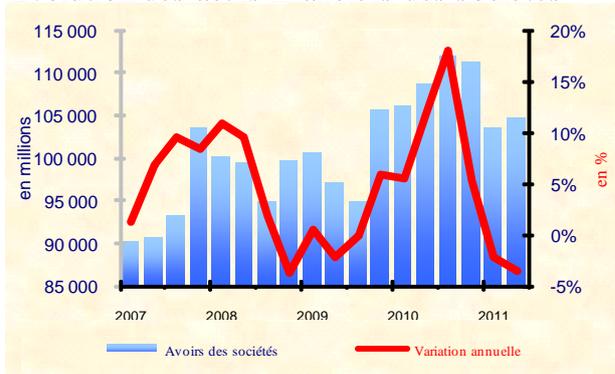
A la faveur d'une remontée perceptible des taux depuis le deuxième semestre 2010, les comptes à terme des ménages ont augmenté de 6,2 % en glissement trimestriel. A l'inverse, leurs comptes sur livrets, dont le taux de rémunération se révèle moins attractif, se sont contractés de 2,2 % par rapport à mars 2011. Quant aux dépôts à vue, ils ont progressé de 0,7 % sur le trimestre.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



Les avoirs financiers des sociétés ont progressé de 1 % sur le trimestre grâce aux dépôts à vue (+ 6,4 %), alors qu'ils ont affiché une baisse de 3,6 % en rythme annuel. Cette évolution est principalement expliquée par le recul des placements à court terme (- 6,5 % en variation annuelle).

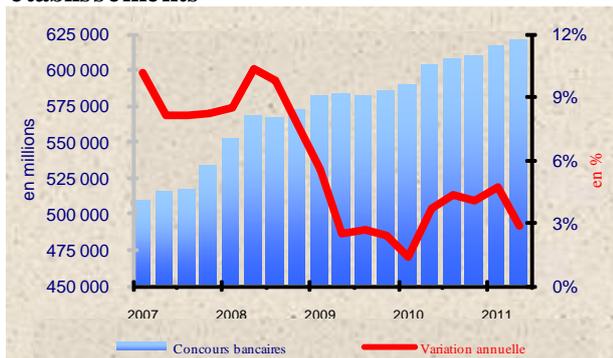
Evolution des actifs financiers des sociétés



Stabilité de l'encours sain, malgré le recul de l'endettement des entreprises

Au deuxième trimestre 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'est élevé à 619,2 milliards de F CFP, en hausse de 0,6% sur le trimestre et de 2,8 % en glissement annuel. Pour sa part, l'encours sain des agents économiques polynésiens est demeuré stable sur l'année (+ 0,1 % et +0,6 % sur le trimestre).

Evolution des concours bancaires de tous les établissements



L'encours des crédits aux ménages s'est établi à 267,4 milliards de F CFP au 30 juin 2011 (soit + 0,6 % sur le trimestre). En glissement annuel, il a légèrement progressé (+ 0,2 %) après deux trimestres de baisse (- 0,7 % à fin mars et - 0,6 % à fin décembre 2010).

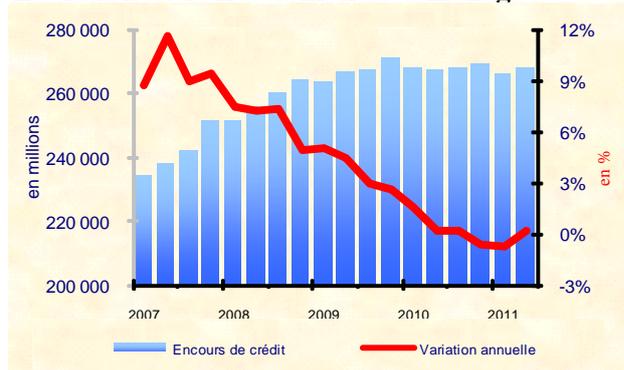
Les crédits à l'habitat des ménages (62 % de leur endettement) ont continué de progresser au deuxième trimestre 2011 (+ 1,6 % sur trois mois, + 3,3 % sur un an), toujours sous l'impulsion d'un nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers¹ mis en œuvre en septembre 2010.

A contrario, l'encours des crédits à la consommation a enregistré une forte diminution en début d'année 2011 (-1,1 % sur le trimestre, - 5,1 % sur l'année), à rapprocher d'un marché de l'emploi toujours en repli².

¹ Ce dispositif est constitué du prêt d'accès à la propriété (PAP), de la prime à l'investissement des ménages (PIM) et du prêt incitatif au logement (PIL). Devant le vif succès rencontré par le PAP, l'enveloppe allouée à cette mesure a été augmentée par deux fois, de 3 milliards de F CFP en décembre 2010 et de 2 milliards en avril 2011.

² En juin 2011, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 2,9 % en rythme annuel.

Evolution de l'endettement des ménages

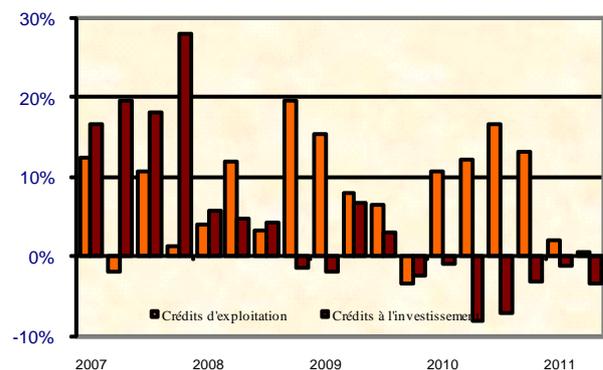


Les crédits aux entreprises se sont élevés à 189,8 milliards de F CFP. Si leur encours est demeuré stable sur le trimestre, il s'est inscrit en retrait de 1,7 % sur l'année.

Les crédits d'exploitation progressent de 1,7 % sur le trimestre et de 0,6 % sur l'année. Confrontées à des difficultés de trésorerie, les entreprises ont eu davantage recours au découvert³, leurs comptes ordinaires débiteurs s'inscrivant en hausse de 4,3 % en glissement annuel. Les crédits de trésorerie atteignent un niveau très élevé (+ 3,9 % sur le trimestre) légèrement inférieur à celui du mois de juin 2010.

Les crédits d'investissement se sont affichés en baisse de 2 % sur le trimestre et de 3,5 % en glissement annuel, compte tenu de la morosité de la conjoncture économique et des perspectives incertaines en matière d'activité pour les entreprises.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Au 30 juin 2011, l'encours sain des crédits aux collectivités locales (89,0 milliards de F CFP) a diminué de 0,7 % par rapport à mars 2011, mais a crû de 2,3 % en rythme annuel, soutenu par la

³ Tendence à nuancer compte tenu des lignes de découverts utilisées par les groupes pétroliers afin de financer l'achat d'hydrocarbures.

hausse des crédits à l'équipement (+ 2,3 % en un an).

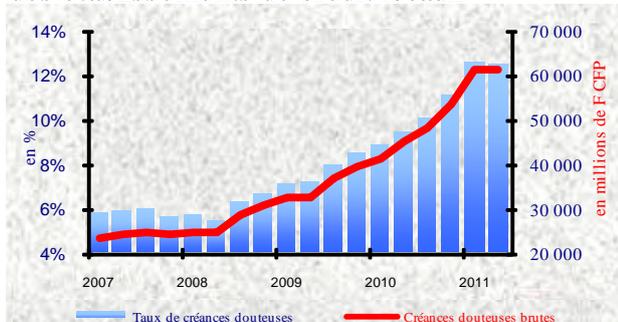
Baisse des engagements dans les secteurs de l'industrie, des transports et de l'hôtellerie sur le trimestre

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au deuxième trimestre 2011 une baisse des engagements en faveur des PMI (- 4,7 %), des transports (- 8,3 %) et du secteur hôtelier (- 4,7 %). A l'inverse, le secteur des services a connu une hausse significative de ses encours (+ 3,1 %).

Stabilité du taux de sinistralité des agents économiques polynésiens sur le trimestre

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens s'est maintenue au cours du deuxième trimestre 2011, avec un niveau de créances douteuses brutes stable à hauteur de 61 milliards de F CFP à fin juin, après plusieurs trimestres de hausse continue (35,4 % en glissement annuel). Les créances douteuses et litigieuses représentent 12,4 % de l'encours brut total des établissements de crédit (- 0,1 point sur le trimestre, + 3 points en glissement annuel), alors que le taux de provisionnement affiche 46 % (-7,5 points sur un an).

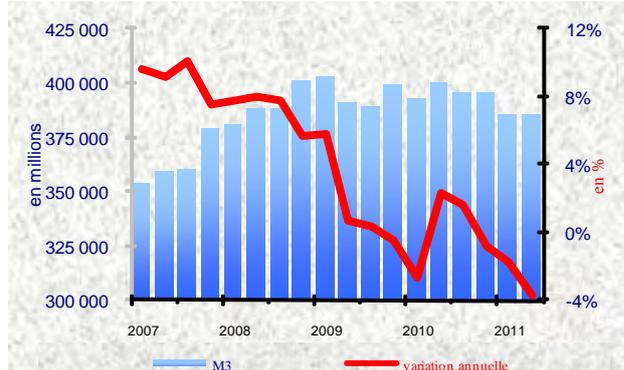
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Recul continu de la masse monétaire

S'établissant à 385 milliards de F CFP au 30 juin 2011, la masse monétaire M3 poursuit sa baisse (- 3,7 % en glissement annuel, contre - 1,7 % en mars 2011 et - 0,9 % en décembre 2010), en lien avec la diminution de l'encours des dépôts à vue et celle des comptes sur livrets (- 5 % respectivement).

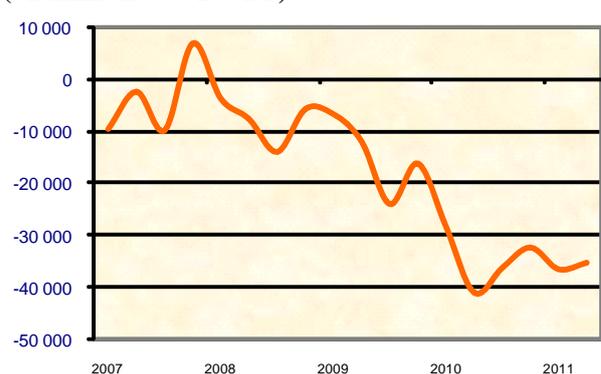
Evolution de la masse monétaire M3



Pour financer les crédits octroyés à leur clientèle, les banques locales ont sollicité des ressources financières auprès de leurs maisons-mères, mais dans une proportion moindre que les trimestres précédents. En glissement annuel, les engagements hors zone (HZE) du système bancaire ont ainsi affiché un repli de 14,8 % (- 19,8 % sur le trimestre), alors que leurs avoirs hors zone ont diminué plus fortement (- 17,6 % sur l'année et - 19,6 % sur le trimestre).

Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'est légèrement amélioré sur le trimestre (-3,5 %), de même que sur l'année (-14 %). Elle atteint - 35,5 milliards de F CFP en juin 2011 contre - 36,8 milliards en mars 2011 et - 41,3 milliards en juin 2010.

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du Service central des Risques (SCR) de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Conjoncture financière et bancaire

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

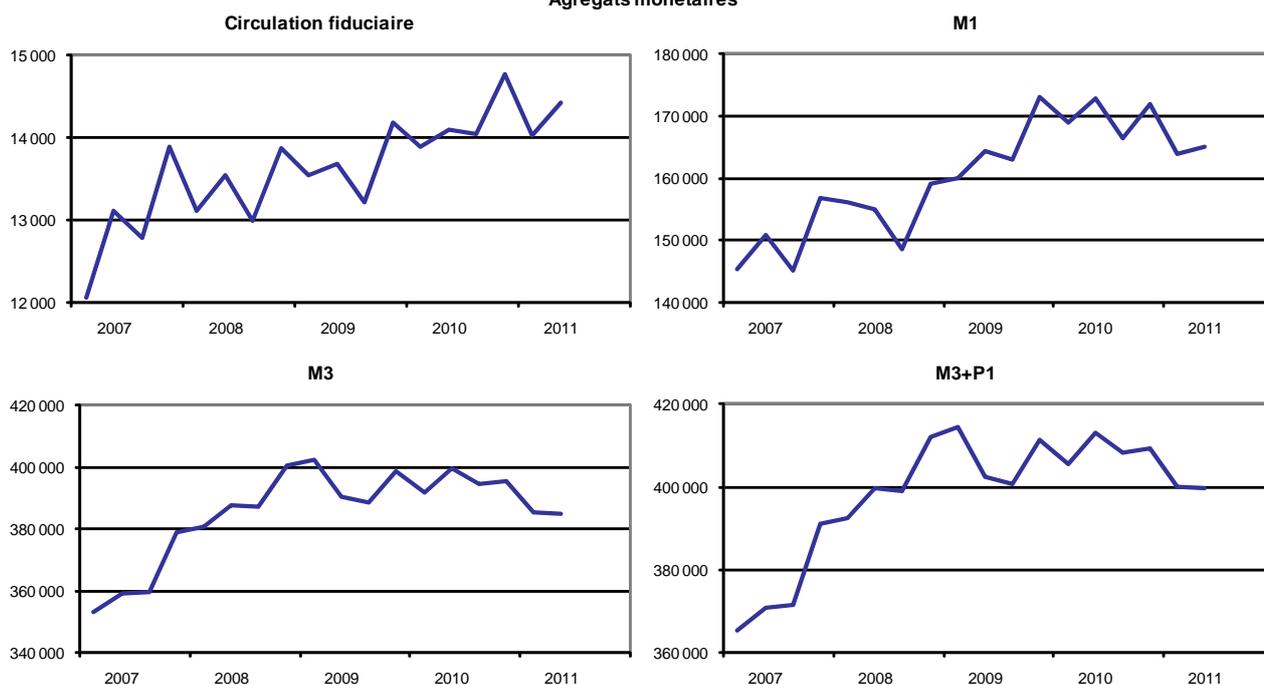
Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
<i>Agriculture, élevage, pêche</i>	<i>10</i>
<i>Industrie</i>	<i>20</i>
<i>Construction</i>	<i>30</i>
<i>Commerce</i>	<i>40</i>
<i>Hôtellerie - Restauration</i>	<i>52</i>
<i>Transport</i>	<i>51A</i>
<i>Services</i>	<i>51B, 52B, 53</i>

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	12 603	13 124	13 541	13 681	14 097	14 041	14 781	14 029	14 422	2,8%	2,3%	
Billets	10 868	11 299	11 638	11 715	12 092	12 018	12 731	11 994	12 378	3,2%	2,4%	
Pièces	1 735	1 825	1 903	1 966	2 005	2 023	2 050	2 035	2 044	0,4%	1,9%	
Dépôts à vue	130 286	137 715	141 450	150 686	158 774	152 409	157 218	149 895	150 773	0,6%	-5,0%	
TOTAL M1	142 889	150 839	154 991	164 367	172 871	166 449	171 998	163 924	165 194	0,8%	-4,4%	
M2-M1	75 947	69 128	63 117	98 219	110 362	109 605	109 943	107 585	104 945	-2,5%	-4,9%	
Comptes sur livrets	75 694	68 913	62 906	98 013	110 138	109 385	109 713	107 293	104 641	-2,5%	-5,0%	
Comptes épargne logement	253	215	211	206	224	221	230	291	305	4,6%	36,2%	
TOTAL M2	218 836	219 967	218 109	262 586	283 233	276 054	281 941	271 509	270 140	-0,5%	-4,6%	
M3-M2	109 981	139 129	169 839	128 054	116 347	118 681	113 531	113 841	114 831	0,9%	-1,3%	
Dépôts à terme	96 855	128 250	158 113	119 157	111 979	114 579	109 472	110 474	112 014	1,4%	0,0%	
Titres de créance négociables	3 097	2 662	1 687	935	383	452	0	30	85	182,1%	-77,8%	
Bons de caisse	10 028	8 217	10 040	7 963	3 985	3 649	4 058	3 337	2 732	-18,1%	-31,4%	
Total M3	328 817	359 097	387 948	390 640	399 580	394 735	395 472	385 350	384 971	-0,1%	-3,7%	
P1	11 918	11 848	11 625	11 927	13 681	13 702	13 860	14 767	14 910	1,0%	9,0%	
Plans d'épargne logement	11 918	11 848	11 625	11 927	13 681	13 702	13 860	14 767	14 910	1,0%	9,0%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	340 735	370 945	399 573	402 568	413 261	408 437	409 332	400 117	399 881	-0,1%	-3,2%	

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
En nombre	5 526 491	5 841 375	6 283 546	6 637 721	7 074 629	7 113 131	7 496 831	7 173 974	7 315 298	2,0%	3,4%
10 000 F CFP	936 397	945 295	982 510	1 060 847	1 089 300	1 079 195	1 139 992	1 073 787	1 087 681	1,3%	-0,1%
5 000 F CFP	554 281	532 155	509 184	527 839	492 983	473 579	537 095	434 804	464 612	6,9%	-5,8%
1 000 F CFP	2 786 600	2 996 424	3 271 268	3 454 797	3 739 780	3 753 786	3 950 768	3 777 405	3 852 517	2,0%	3,0%
500 F CFP	1 249 213	1 367 501	1 520 584	1 594 238	1 752 566	1 806 571	1 868 976	1 887 978	1 910 488	1,2%	9,0%
En millions de F CFP	15 547	15 794	16 403	17 500	17 974	17 817	18 971	17 633	18 008	2,1%	0,2%
10 000 F CFP	9 364	9 453	9 825	10 608	10 893	10 792	11 400	10 738	10 877	1,3%	-0,1%
5 000 F CFP	2 771	2 661	2 546	2 639	2 465	2 368	2 685	2 174	2 323	6,9%	-5,8%
1 000 F CFP	2 787	2 996	3 271	3 455	3 740	3 754	3 951	3 777	3 853	2,0%	3,0%
500 F CFP	625	684	760	797	876	903	934	944	955	1,2%	9,0%

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
En nombre	152 058 700	158 760 649	165 786 220	171 043 046	174 459 254	175 427 758	176 178 159	177 837 676	179 389 994	0,9%	2,8%
100 F CFP	9 474 738	10 010 271	10 429 798	10 817 328	10 963 270	11 024 295	11 176 454	11 321 076	11 228 065	-0,8%	2,4%
50 F CFP	4 054 544	4 232 049	4 470 302	4 565 326	4 632 190	4 644 692	4 668 943	4 754 696	4 724 688	-0,6%	2,0%
20 F CFP	10 668 471	11 228 989	11 587 021	11 902 600	12 058 046	12 083 314	12 088 384	12 270 412	12 343 940	0,6%	2,4%
10 F CFP	14 898 495	15 581 965	16 252 474	16 787 553	17 092 558	17 128 580	17 191 594	17 411 073	17 546 147	0,8%	2,7%
5 F CFP	17 173 767	17 983 775	18 787 009	19 487 027	19 903 825	20 012 530	20 072 931	20 256 532	20 411 435	0,8%	2,6%
2 F CFP	40 248 339	41 973 339	44 023 473	45 413 367	46 321 448	46 609 446	46 763 951	47 068 069	47 634 043	1,2%	2,8%
1 F CFP	55 540 346	57 750 261	60 236 143	62 069 845	63 487 917	63 924 901	64 215 902	64 755 818	65 501 676	1,2%	3,2%
En millions de F CFP	1 734	1 825	1 903	1 966	1 996	2 005	2 023	2 050	2 044	-0,3%	2,4%
100 F CFP	947	1 001	1 043	1 082	1 096	1 102	1 118	1 132	1 123	-0,8%	2,4%
50 F CFP	203	212	224	228	232	232	233	238	236	-0,6%	2,0%
20 F CFP	213	225	232	238	241	242	242	245	247	0,6%	2,4%
10 F CFP	149	156	163	168	171	171	172	174	175	0,8%	2,7%
5 F CFP	86	90	94	97	100	100	100	101	102	0,8%	2,6%
2 F CFP	80	84	88	91	93	93	94	94	95	1,2%	2,8%
1 F CFP	56	58	60	62	63	64	64	65	66	1,2%	3,2%

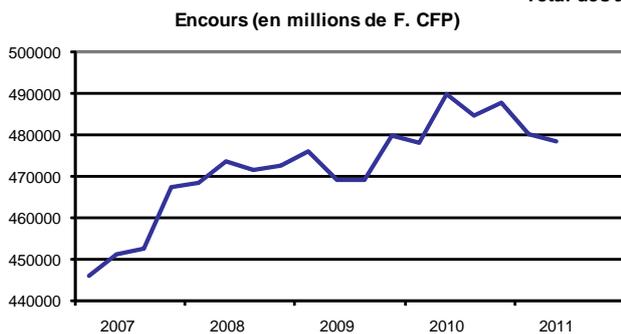
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	95 983	105 784	123 314	130 431	131 955	131 631	146 344	135 184	108 686	-19,6%	-17,6%
Institut d'émission	23 553	25 797	27 738	28 807	39 631	34 474	34 815	30 053	30 400	1,2%	-23,3%
Etablissements de crédit	72 431	79 988	95 576	101 624	92 324	97 157	111 529	105 131	78 286	-25,5%	-15,2%
Créances du Trésor public	8 782	9 031	8 788	8 019	5 579	4 709	4 709	4 996	4 582	-8,3%	-17,9%
Concours sur ressources monétaires	224 051	244 288	255 846	252 191	262 046	258 395	244 419	245 170	271 703	10,8%	3,7%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	392 737	412 918	448 762	458 510	478 644	481 681	481 336	480 881	483 250	0,5%	1,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	168 685	168 631	192 916	206 320	216 598	223 286	236 918	235 711	211 547	-10,3%	-2,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	30 499	32 685	34 127	37 739	37 929	38 541	39 033	39 565	41 240	4,2%	8,7%
Provisions sur créances douteuses	13 403	15 043	15 520	18 718	24 121	25 326	26 070	28 137	28 074	-0,2%	16,4%
Engagements hors zone d'émission	83 262	82 554	103 405	113 799	133 600	133 640	144 081	141 899	113 782	-19,8%	-14,8%
Epargne contractuelle	11 918	11 848	11 625	11 927	13 681	13 702	13 860	14 767	14 910	1,0%	9,0%
Divers	29 603	26 501	28 238	24 137	7 268	12 076	13 873	11 343	13 540	19,4%	86,3%
Total M3	328 817	359 103	387 948	390 640	399 580	394 735	395 472	385 350	384 971	-0,1%	-3,7%
Position extérieure nette	-10 831	-2 566	-7 829	-12 175	-41 276	-36 483	-32 552	-36 768	-35 496	-3,5%	-14,0%

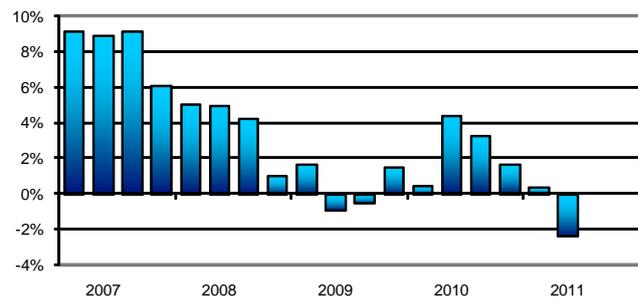
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Sociétés	84 811	90 624	99 308	97 020	108 524	111 778	111 143	103 545	104 598	1,0%	-3,6%	
Dépôts à vue	44 715	48 664	50 771	56 779	64 670	65 997	70 223	59 961	63 810	6,4%	-1,3%	
Placements liquides ou à court terme	39 843	40 530	47 769	39 198	43 318	45 234	40 362	43 169	40 498	-6,2%	-6,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	1,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	39 843	40 528	47 768	39 198	43 318	45 234	40 362	43 169	40 498	-6,2%	-6,5%	
dont comptes à terme	28 318	29 262	35 637	31 729	39 375	41 275	36 400	40 144	38 669	-3,7%	-1,8%	
dont OPCVM monétaires	3 583	4 825	5 143	2 384	2 266	2 226	2 116	1 662	1 168	-29,7%	-48,4%	
dont certificats de dépôts	3 097	2 662	1 687	935	383	452	0	30	85	182,1%	-77,8%	
Epargne à long terme	253	1 431	768	1 043	536	547	557	415	290	-30,1%	-45,9%	
dont OPCVM non monétaires	237	1 300	639	292	364	370	280	151	9	-94,3%	-97,6%	
Ménages	283 002	308 054	316 940	320 225	326 827	325 611	329 315	329 834	332 106	0,7%	1,6%	
Dépôts à vue	71 009	72 148	70 960	75 395	73 862	73 768	72 368	73 892	74 373	0,7%	0,7%	
Placements liquides ou à court terme	141 837	160 619	176 222	174 059	171 545	167 368	168 429	165 043	166 171	0,7%	-3,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial	73 130	66 626	60 742	95 735	107 751	106 844	106 661	104 769	102 498	-2,2%	-4,9%	
Livrets ordinaires	72 878	66 411	60 530	95 529	107 527	106 623	106 431	104 478	102 194	-2,2%	-5,0%	
Comptes d'épargne logement	253	215	211	206	224	221	229	291	304	4,6%	36,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	68 706	93 993	115 481	78 323	63 794	60 524	61 768	60 275	63 673	5,6%	-0,2%	
dont comptes à terme	59 246	85 253	104 854	68 784	58 022	55 406	56 969	55 914	59 380	6,2%	2,3%	
dont bons de caisse	5 178	4 435	4 730	3 810	2 689	2 366	2 211	2 003	2 155	7,6%	-19,9%	
dont OPCVM monétaires	4 282	4 305	5 897	5 729	3 084	2 752	2 589	2 358	2 138	-9,3%	-30,7%	
Epargne à long terme	70 157	75 287	69 758	70 771	81 420	84 475	88 518	90 899	91 562	0,7%	12,5%	
Plans d'épargne logement	11 918	11 848	11 625	11 927	13 681	13 687	13 845	14 751	14 849	0,7%	8,5%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Portefeuille-titres	4 276	3 566	2 247	4 024	5 504	5 637	5 711	5 683	5 677	-0,1%	3,1%	
OPCVM non monétaires	14 051	15 833	9 122	6 324	6 066	6 024	6 223	5 982	5 805	-3,0%	-4,3%	
Contrats d'assurance-vie	39 912	44 040	46 764	48 496	56 168	59 127	62 739	64 484	65 231	1,2%	16,1%	
Autres agents	46 680	52 664	57 470	52 149	54 771	47 352	47 468	46 775	41 796	-10,6%	-23,7%	
Dépôts à vue	14 563	16 903	19 719	18 511	20 242	12 643	14 626	16 042	12 590	-21,5%	-37,8%	
Placements liquides ou à court terme	18 258	21 020	25 551	22 016	21 697	21 621	19 663	17 431	16 620	-4,7%	-23,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 816	2 500	2 375	2 484	2 611	2 761	3 281	2 816	2 447	-13,1%	-6,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	15 441	18 520	23 175	19 532	19 086	18 860	16 382	14 615	14 173	-3,0%	-25,7%	
dont comptes à terme	9 291	13 735	17 622	18 643	14 582	17 899	16 103	14 416	13 964	-3,1%	-4,2%	
Epargne à long terme	13 859	14 740	12 200	11 621	12 832	13 087	13 178	13 302	12 586	-5,4%	-1,9%	
TOTAL	414 493	451 343	473 718	469 394	490 122	484 741	487 925	480 154	478 500	-0,3%	-2,4%	
Dépôts à vue	130 286	137 715	141 450	150 686	158 774	152 409	157 218	149 895	150 773	0,6%	-5,0%	
Placements liquides ou à court terme	199 938	222 169	249 542	235 273	236 560	234 224	228 454	225 644	223 289	-1,0%	-5,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	75 947	69 128	63 117	98 219	110 362	109 605	109 943	107 585	104 945	-2,5%	-4,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	123 991	153 041	186 424	137 054	126 198	124 618	118 512	118 059	118 344	0,2%	-6,2%	
Epargne à long terme	84 268	91 459	82 726	83 435	94 787	98 109	102 254	104 616	104 438	-0,2%	10,2%	

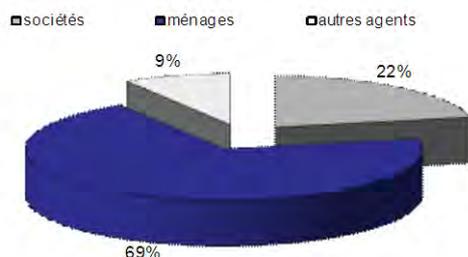
Total des actifs financiers



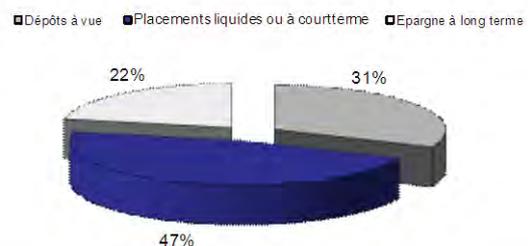
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique juin-11

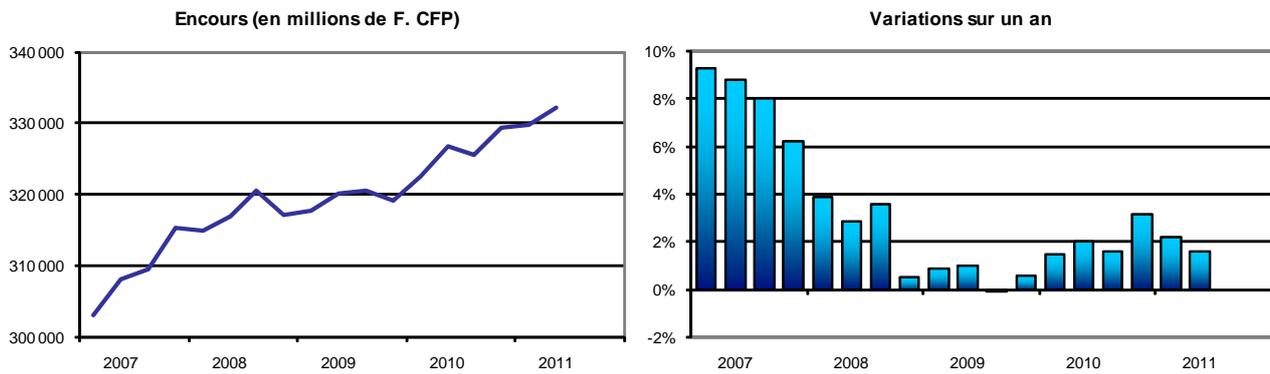


Répartition des actifs financiers par nature juin-11

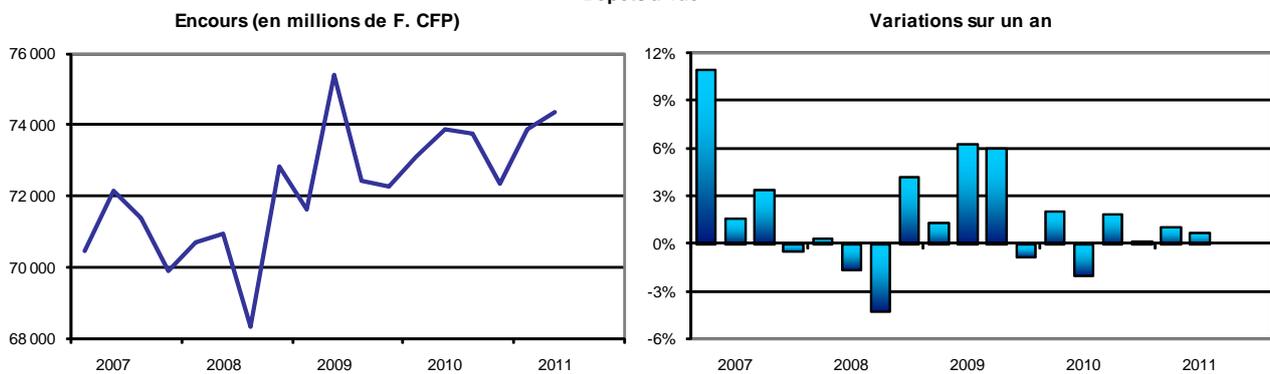


2.1 Les avoirs des ménages

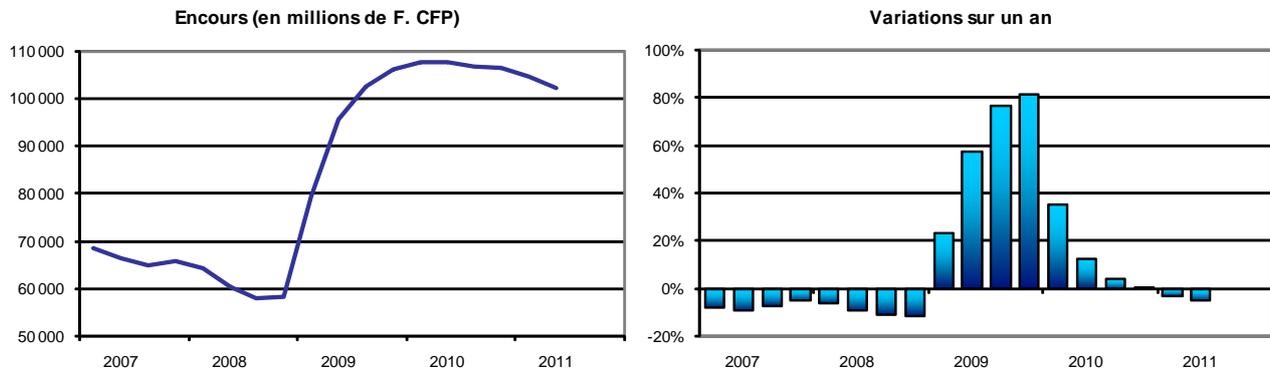
Total des actifs financiers



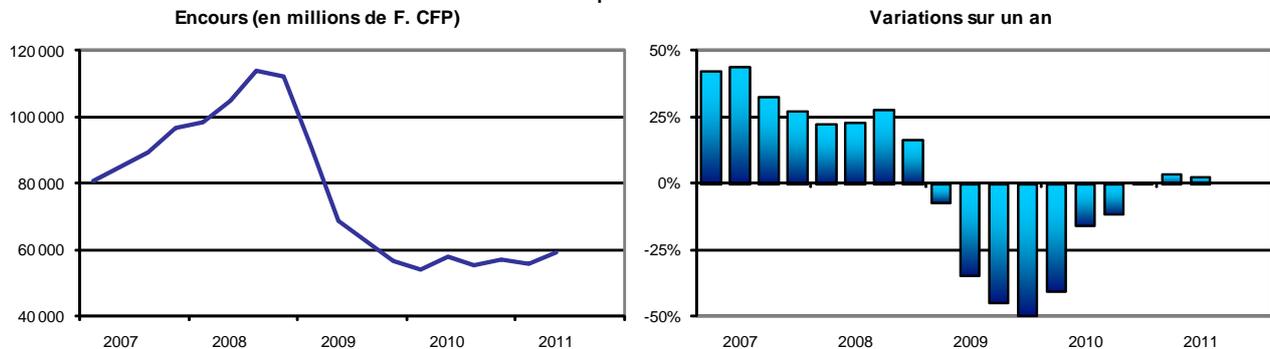
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

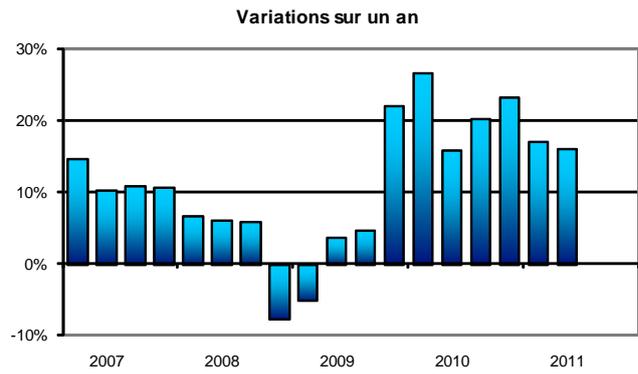


Dépôts à terme

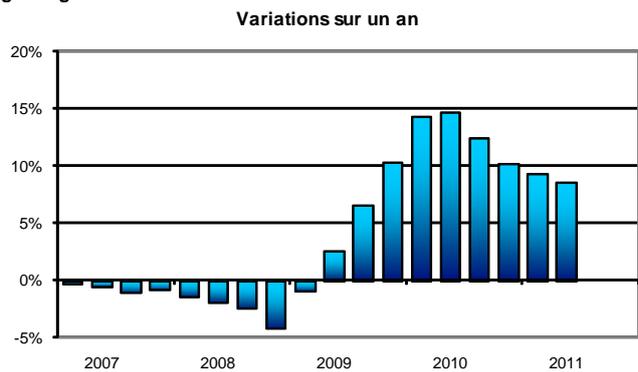
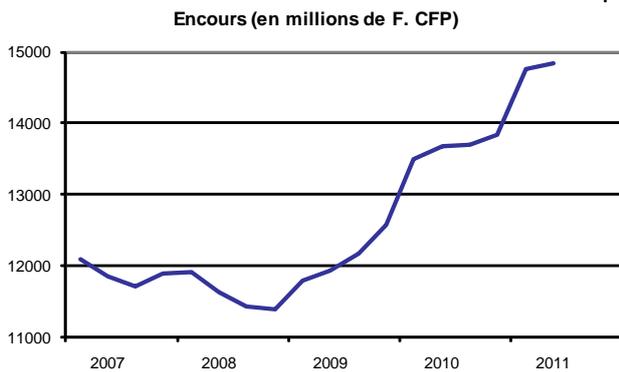


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

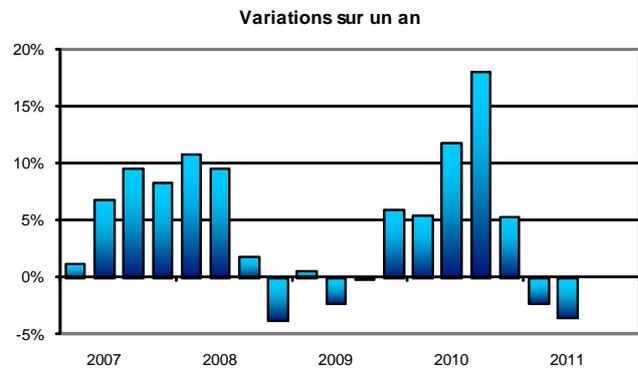
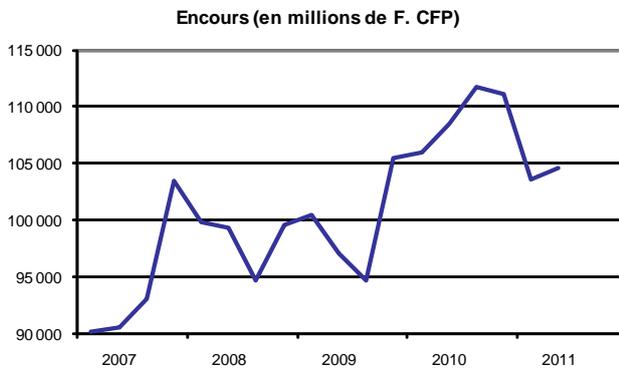


Plans d'épargne logement

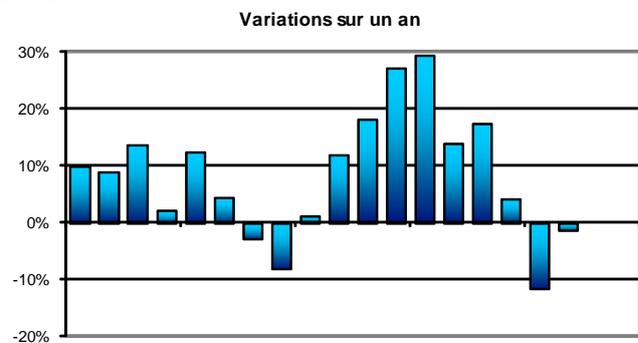
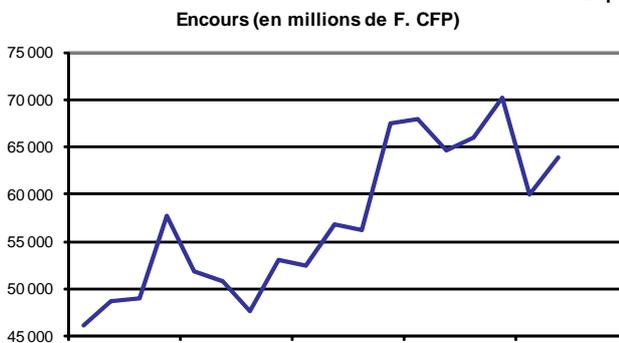


2.2 Les avoirs des sociétés

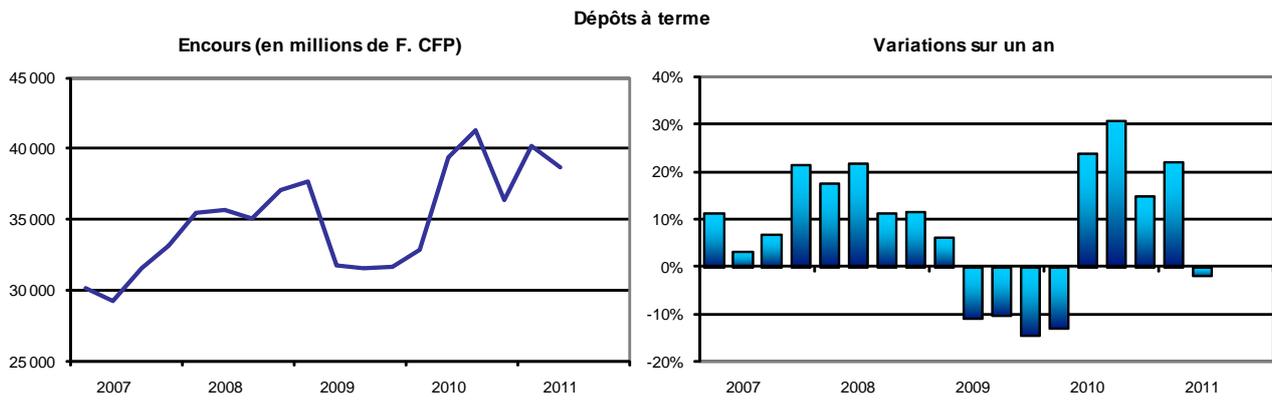
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



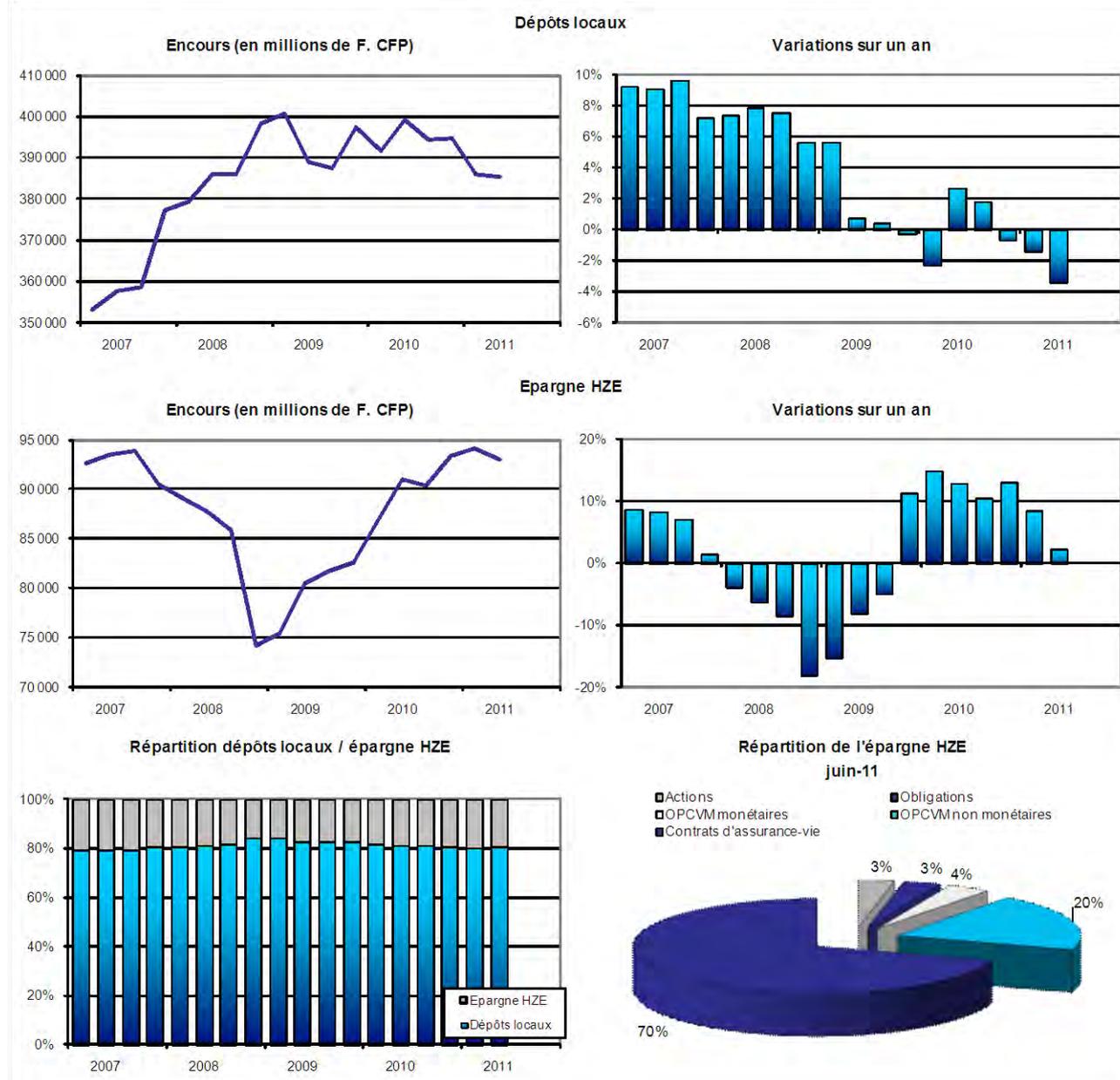
Conjoncture financière et bancaire



Conjoncture financière et bancaire

2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	328 132	357 821	386 032	388 887	399 165	394 397	394 551	386 088	385 460	-0,2%	-3,4%	
Dépôts à vue	130 286	137 715	141 450	150 686	158 774	152 409	157 218	149 895	150 773	0,6%	-5,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	87 865	80 977	74 743	110 147	124 043	123 308	123 803	122 352	119 856	-2,0%	-3,4%	
Livrets ordinaires	74 205	67 674	61 715	97 186	110 003	108 981	109 264	107 293	105 055	-2,1%	-4,5%	
Comptes d'épargne logement	253	215	211	206	224	221	230	291	305	4,6%	36,2%	
Plans d'épargne logement	11 918	11 848	11 625	11 927	13 681	13 702	13 860	14 767	14 910	1,0%	9,0%	
Dépôts à terme	96 855	128 250	158 113	119 157	111 979	114 579	109 472	110 474	112 014	1,4%	0,0%	
Bons de caisse	10 028	8 217	10 040	7 963	3 985	3 649	4 058	3 337	2 732	-18,1%	-31,4%	
Titres de créances négociables	3 097	2 662	1 687	935	383	452	0	30	85	182,1%	-77,8%	
Epargne hors zone d'émission	86 361	93 522	87 686	80 507	90 958	90 344	93 374	94 067	93 040	-1,1%	2,3%	
Actions	2 717	3 212	2 189	2 074	2 705	2 827	3 006	3 062	2 967	-3,1%	9,7%	
Obligations	1 782	605	245	2 740	3 094	3 118	3 055	2 982	3 083	3,4%	-0,4%	
OPCVM monétaires	14 011	13 911	16 585	8 999	9 851	5 938	4 981	4 218	3 513	-16,7%	-64,3%	
OPCVM non monétaires	27 940	31 753	21 903	18 198	19 139	19 335	19 594	19 322	18 247	-5,6%	-4,7%	
Contrats d'assurance-vie	39 912	44 040	46 764	48 496	56 168	59 127	62 739	64 484	65 231	1,2%	16,1%	
TOTAL	414 493	451 343	473 718	469 394	490 122	484 741	487 925	480 154	478 500	-0,3%	-2,4%	



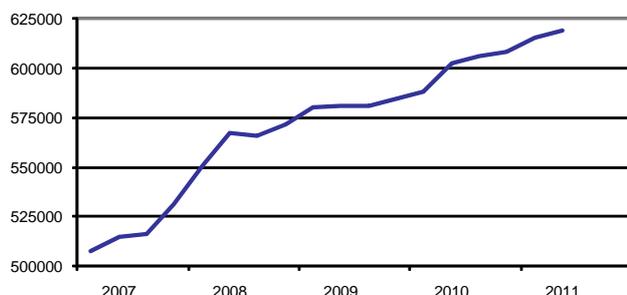
3. L'endettement des agents économiques

Remarque liminaire : L'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) à compter de l'arrêté de juin 2010 a conduit à une révision partielle (de juin 2009 à mars 2010) des données relatives aux encours de crédit.

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

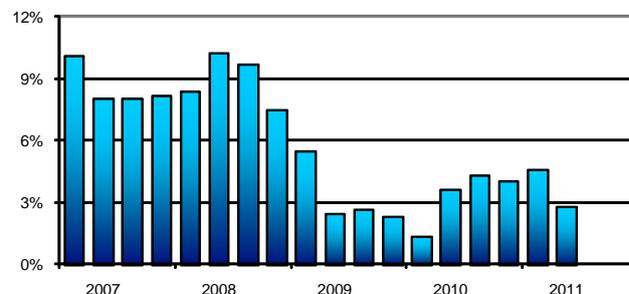
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Entreprises	165 293	172 010	191 533	191 734	193 160	192 572	187 969	189 847	189 814	0,0%	-1,7%
Crédits d'exploitation	70 954	69 650	77 874	83 970	94 072	95 070	90 037	93 118	94 680	1,7%	0,6%
Créances commerciales	3 669	4 083	4 591	3 600	3 323	2 989	2 934	2 814	2 657	-5,6%	-20,0%
Crédits de trésorerie	37 052	37 888	42 824	42 557	49 787	47 544	47 459	47 433	49 304	3,9%	-1,0%
dont entrepreneurs individuels	5 021	5 427	4 982	4 479	3 693	4 233	3 889	3 684	3 684	0,0%	-0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	30 233	27 679	30 460	37 813	40 962	44 537	39 644	42 872	42 719	-0,4%	4,3%
Crédits d'investissement	54 168	64 744	67 751	72 279	66 470	65 355	65 857	65 411	64 135	-2,0%	-3,5%
Crédits à l'équipement	51 942	60 348	65 658	70 370	64 818	63 864	64 408	64 052	62 846	-1,9%	-3,0%
dont entrepreneurs individuels	4 950	5 426	5 950	5 588	5 461	5 186	5 134	4 919	5 079	3,2%	-7,0%
Crédit-bail	2 226	4 396	2 093	1 909	1 652	1 491	1 449	1 359	1 288	-5,2%	-22,0%
Crédits à l'habitat	12 795	14 151	18 911	21 305	18 716	18 708	19 351	18 817	18 766	-0,3%	0,3%
Autres crédits	27 376	23 465	26 996	14 180	13 902	13 438	12 725	12 501	12 233	-2,1%	-12,0%
Ménages	213 050	237 810	255 083	266 432	266 939	267 632	268 990	265 725	267 444	0,6%	0,2%
Crédits à la consommation	79 560	93 261	101 195	102 750	98 819	99 016	98 073	94 856	93 777	-1,1%	-5,1%
Crédits de trésorerie	69 188	84 526	93 305	95 073	92 363	92 692	91 640	88 326	87 491	-0,9%	-5,3%
Comptes ordinaires débiteurs	7 514	5 763	4 947	5 119	4 319	4 333	4 427	4 519	4 296	-4,9%	-0,5%
Crédit-bail	2 858	2 972	2 943	2 558	2 137	1 991	2 006	2 012	1 991	-1,1%	-6,9%
Crédits à l'habitat	125 430	136 276	146 803	156 777	162 027	162 549	164 834	164 711	167 309	1,6%	3,3%
Autres crédits	8 060	8 274	7 086	6 905	6 094	6 067	6 082	6 158	6 358	3,2%	4,3%
Collectivités locales	67 169	66 689	81 222	82 968	87 066	87 958	88 357	89 684	89 095	-0,7%	2,3%
Crédits d'exploitation	5 341	3 009	3 684	1 329	741	662	625	514	632	22,9%	-14,7%
Crédits de trésorerie	3 465	2 834	3 479	1 078	706	554	554	442	560	26,8%	-20,7%
Comptes ordinaires débiteurs	1 876	175	205	251	35	108	72	72	72	-0,5%	106,6%
Crédits d'investissement	57 542	60 591	74 748	78 962	83 852	84 868	85 024	86 480	85 793	-0,8%	2,3%
Crédits à l'équipement	57 542	60 591	74 748	78 958	83 852	84 868	85 022	86 480	85 793	-0,8%	2,3%
Crédit-bail	0	0	0	3	0	0	2	0	0		
Crédits à l'habitat	1 197	1 834	1 795	1 801	1 757	1 755	2 069	2 067	2 050	-0,8%	16,7%
Autres crédits	3 089	1 254	996	877	716	672	639	623	619	-0,7%	-13,6%
Autres agents de CCB non ventilés	9 364	13 049	14 484	7 163	9 100	9 079	9 257	8 321	10 689	28,5%	17,5%
Total encours sain	454 875	489 558	542 323	548 298	556 265	557 240	554 573	553 577	557 042	0,6%	0,1%
Créances douteuses brutes	21 305	25 090	25 082	32 955	46 061	48 928	54 081	62 167	62 175	0,0%	35,0%
Créances douteuses nettes	7 902	9 628	9 452	14 127	21 831	23 492	27 901	33 796	33 868	0,2%	55,1%
dont entreprises	3 869	4 312	4 052	8 242	15 456	17 533	22 377	25 345	24 710	-2,5%	59,9%
dont ménages	3 845	5 138	5 228	5 870	6 262	5 946	5 490	8 383	8 997	7,3%	43,7%
Provisions	13 403	15 462	15 630	18 828	24 231	25 436	26 180	28 371	28 307	-0,2%	16,8%
Total encours brut	476 180	514 648	567 404	581 253	602 326	606 168	608 654	615 744	619 217	0,6%	2,8%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,9%	4,4%	5,7%	7,6%	8,1%	8,9%	10,1%	10,0%	-0,1 pt	2,4 pts
Taux de provisionnement	62,9%	61,6%	62,3%	57,1%	52,6%	52,0%	48,4%	45,6%	45,5%	-0,1 pt	-7,1 pts

Encours (en millions de F. CFP)

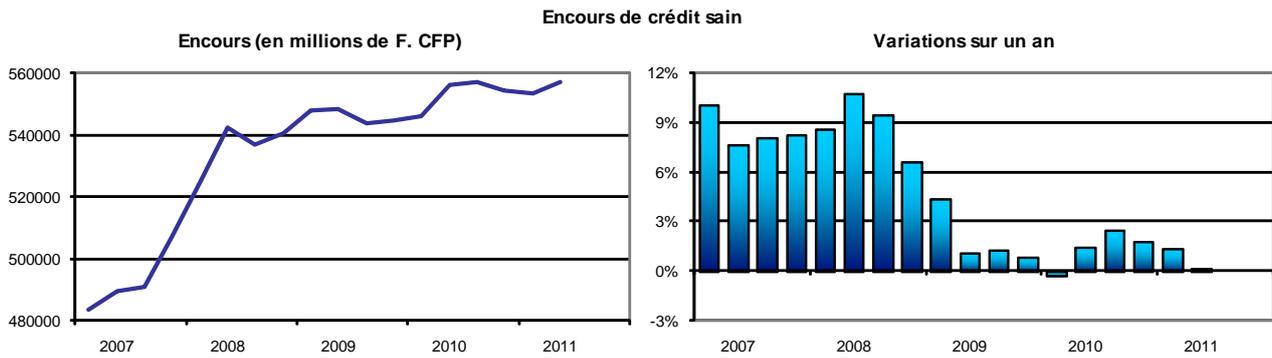


Encours de crédit brut

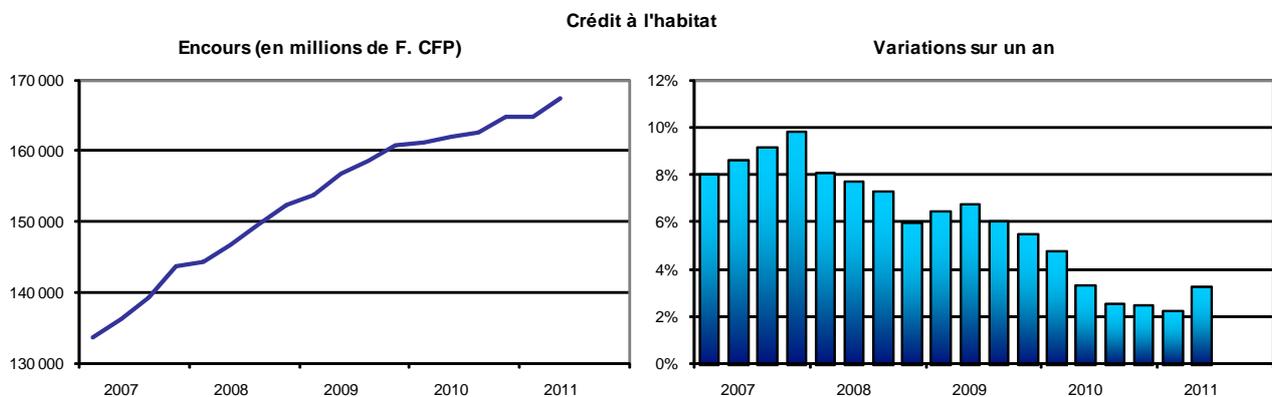
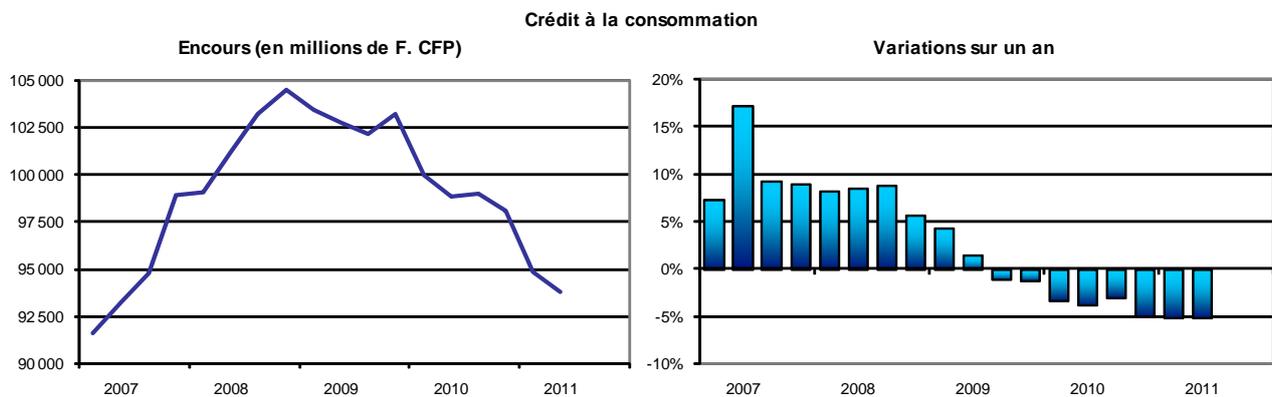
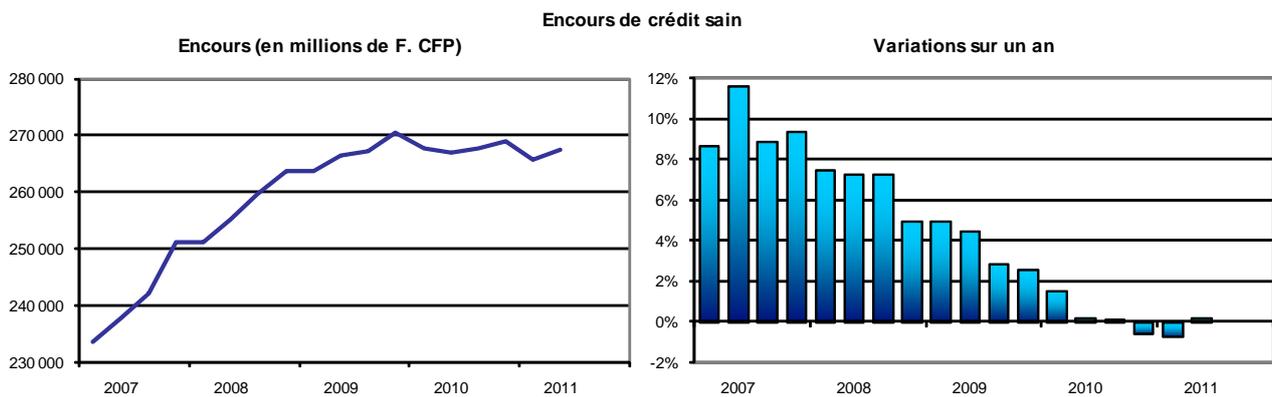
Variations sur un an



Conjoncture financière et bancaire

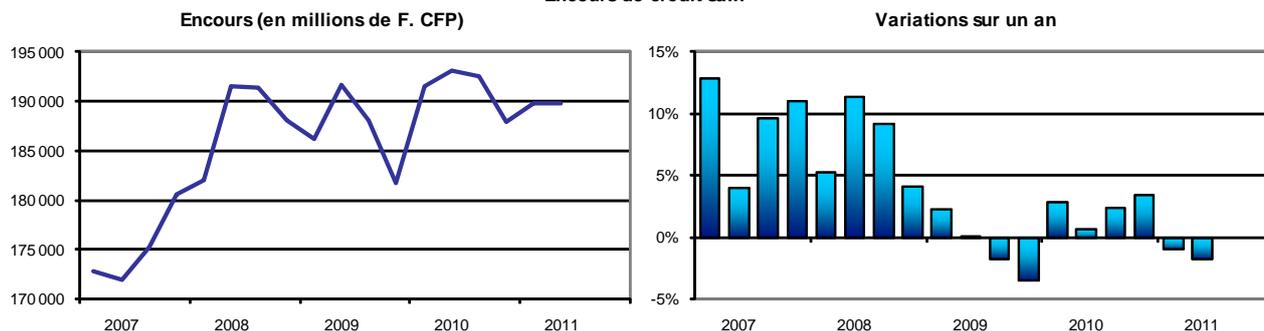


L'endettement des ménages

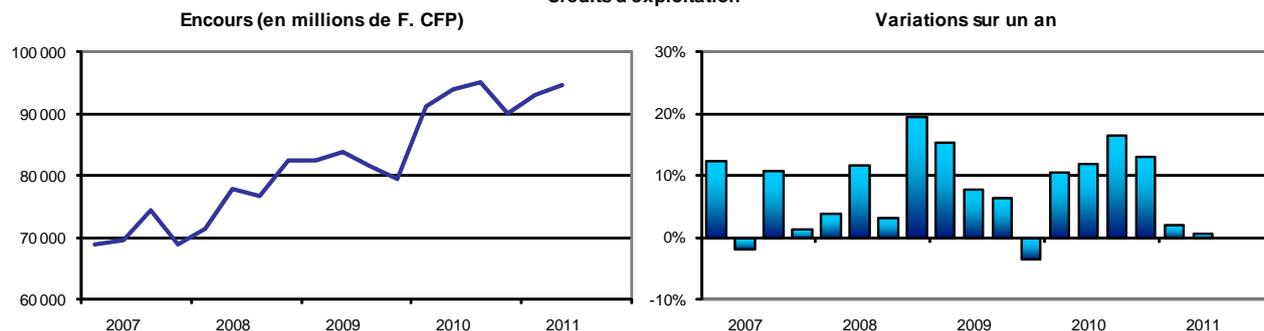


L'endettement des entreprises

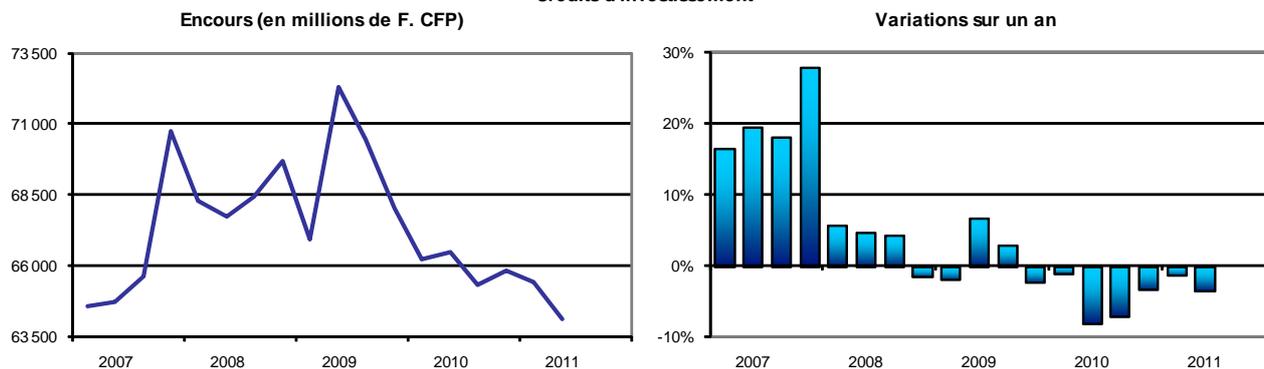
Encours de crédit sain



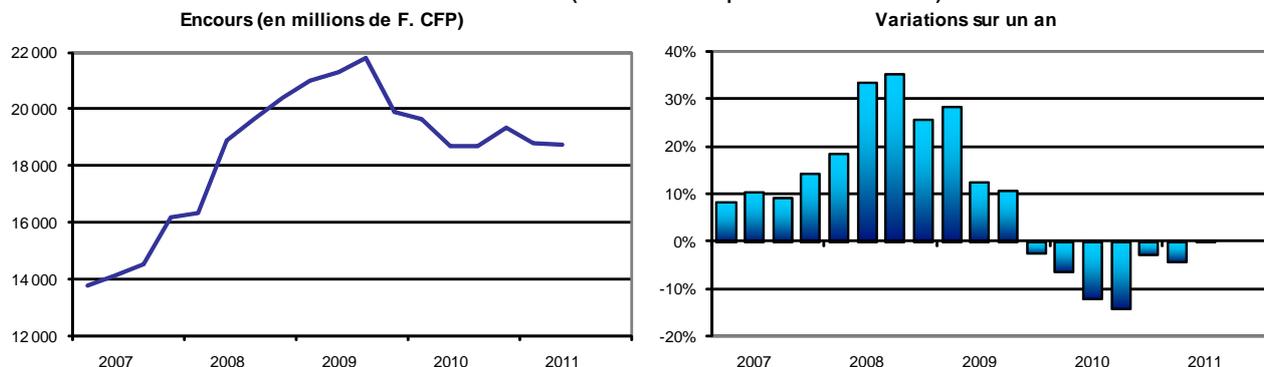
Crédits d'exploitation



Crédits d'investissement



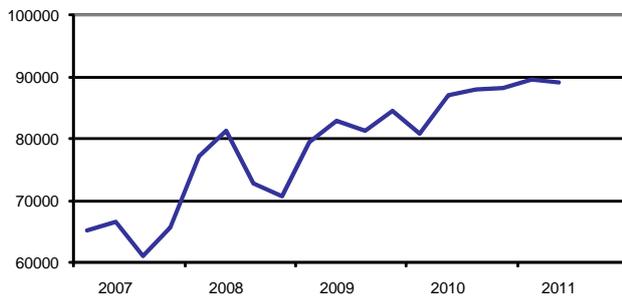
Crédits à la construction (habitat social et promotion immobilière)



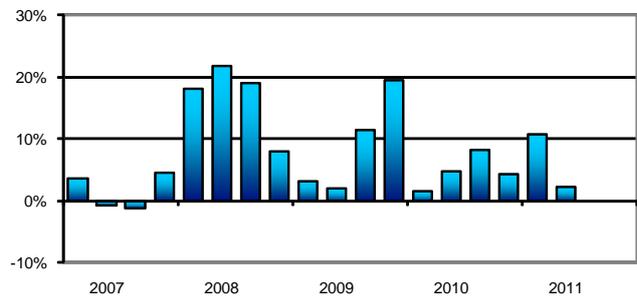
L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain

Données brutes (en millions de F. CFP)

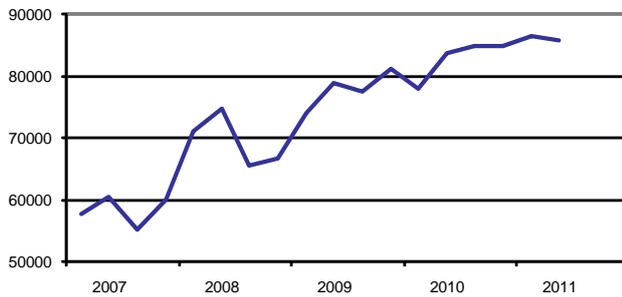


Variations sur un an

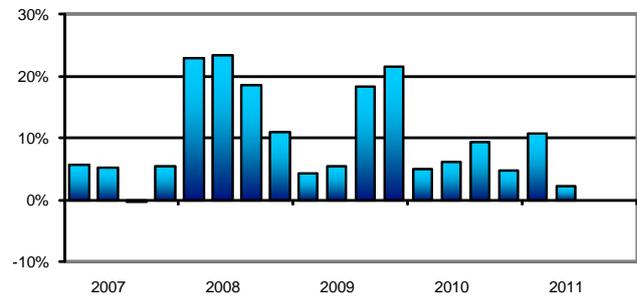


Crédits d'investissement

Données brutes (en millions de F. CFP)



Variations sur un an



Conjoncture financière et bancaire

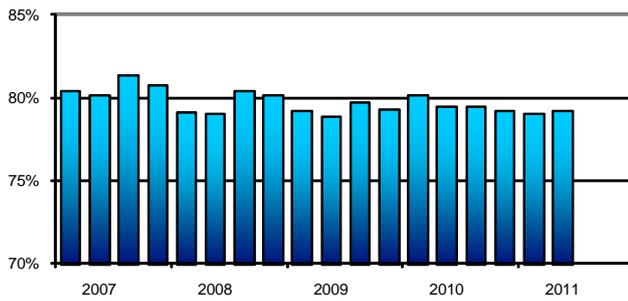
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Entreprises	160 171	158 932	178 058	178 817	181 645	181 053	176 665	178 160	178 286	0,1%	-1,8%
Crédits d'exploitation	70 954	69 409	77 608	83 785	93 886	94 874	89 913	92 198	93 732	1,7%	-0,2%
<i>Créances commerciales</i>	3 669	4 083	4 591	3 600	3 323	2 989	2 934	2 814	2 657	-5,6%	-20,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 052	37 716	42 699	42 557	49 787	47 544	47 459	47 433	49 304	3,9%	-1,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 021	5 427	4 982	4 479	3 693	4 233	3 889	3 684	3 684	0,0%	-0,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	30 233	27 611	30 318	37 628	40 777	44 341	39 521	41 951	41 771	-0,4%	2,4%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	49 843	52 544	55 026	59 547	55 333	54 225	54 868	54 837	53 748	-2,0%	-2,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	47 617	50 398	53 297	57 941	53 970	53 020	53 713	53 768	52 745	-1,9%	-2,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 950	5 414	5 934	5 582	5 457	5 163	5 102	4 892	5 025	2,7%	-7,9%
<i>Crédit-bail</i>	2 226	2 146	1 729	1 606	1 363	1 205	1 156	1 069	1 003	-6,2%	-26,4%
Crédits à l'habitat	12 795	14 151	18 911	21 305	18 716	18 708	19 351	18 817	18 766	-0,3%	0,3%
Autres crédits	26 578	22 828	26 513	14 180	13 710	13 246	12 532	12 309	12 041	-2,2%	-12,2%
Ménages	190 032	210 918	225 760	235 821	234 475	235 516	235 055	231 527	232 795	0,5%	-0,7%
Crédits à la consommation	76 088	89 165	96 748	97 965	93 455	93 602	92 498	89 370	88 244	-1,3%	-5,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	65 716	80 430	88 858	90 288	86 999	87 278	86 064	82 844	81 962	-1,1%	-5,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7 514	5 763	4 947	5 119	4 319	4 333	4 427	4 519	4 296	-4,9%	-0,5%
<i>Crédit-bail</i>	2 858	2 972	2 943	2 558	2 137	1 991	2 006	2 007	1 987	-1,0%	-7,0%
Crédits à l'habitat	105 885	113 480	121 926	130 951	134 927	135 847	136 475	135 999	138 192	1,6%	2,4%
Autres crédits	8 060	8 274	7 086	6 905	6 094	6 067	6 082	6 158	6 358	3,2%	4,3%
Collectivités locales	11 722	6 218	6 407	4 594	8 706	8 387	8 449	8 502	8 498	0,0%	-2,4%
Crédits d'exploitation	5 341	3 009	2 855	1 329	741	662	625	514	632	22,9%	-14,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 465	2 834	2 650	1 078	706	554	554	442	560	26,8%	-20,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 876	175	205	251	35	108	72	72	72	-0,5%	106,6%
Crédits d'investissement	4 345	2 798	3 170	2 801	7 572	7 377	7 196	7 377	7 277	-1,4%	-3,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	4 345	2 798	3 170	2 801	7 572	7 377	7 196	7 377	7 277	-1,4%	-3,9%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	74	71	67	67	66	379	377	361	-4,4%	435,3%
Autres crédits	2 036	336	311	397	326	282	249	233	228	-1,9%	-29,9%
Autres agents de CCB non ventilés	9 364	12 883	14 232	6 666	8 689	8 668	8 846	7 910	10 278	29,9%	18,3%
Total encours sain	371 289	388 952	424 457	425 897	433 515	433 623	429 015	426 099	429 857	0,9%	-0,8%
Créances douteuses brutes	20 851	23 940	24 385	32 545	45 113	48 059	53 177	61 025	61 080	0,1%	35,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 447	8 896	8 865	13 827	20 992	22 733	27 107	32 887	33 005	0,4%	57,2%
<i>dont entreprises</i>	3 664	3 869	3 709	8 242	15 077	17 146	21 859	24 827	24 191	-2,6%	60,4%
<i>dont ménages</i>	3 595	4 849	4 984	5 570	5 892	5 574	5 214	7 993	8 653	8,3%	46,9%
<i>Provisions</i>	13 403	15 043	15 520	18 718	24 121	25 326	26 070	28 137	28 074	-0,2%	16,4%
Total encours brut	392 139	412 892	448 841	458 442	478 627	481 682	482 192	487 124	490 936	0,8%	2,6%
Taux de créances douteuses	5,3%	5,8%	5,4%	7,1%	9,4%	10,0%	11,0%	12,5%	12,4%	-0,1 pt	3 pts
Taux de provisionnement	64,3%	62,8%	63,6%	57,5%	53,5%	52,7%	49,0%	46,1%	46,0%	-0,1 pt	-7,5 pts

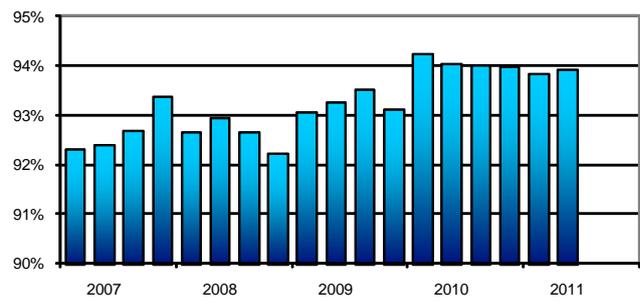
Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

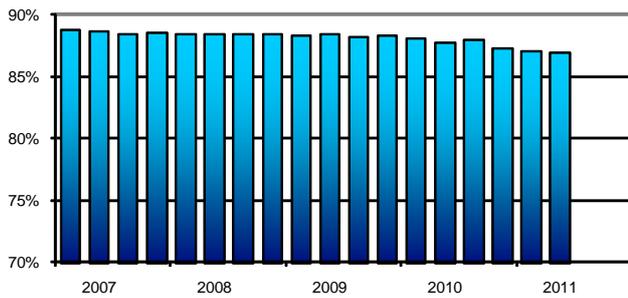
Encours de crédit brut total



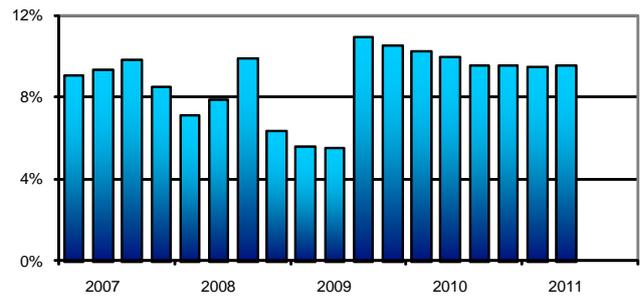
Encours de crédit aux entreprises



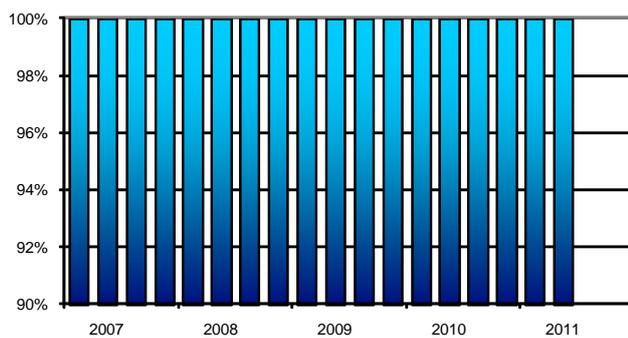
Encours de crédit aux ménages



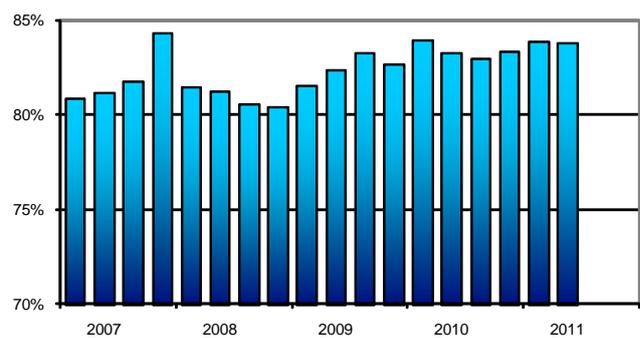
Encours de crédit aux collectivités locales



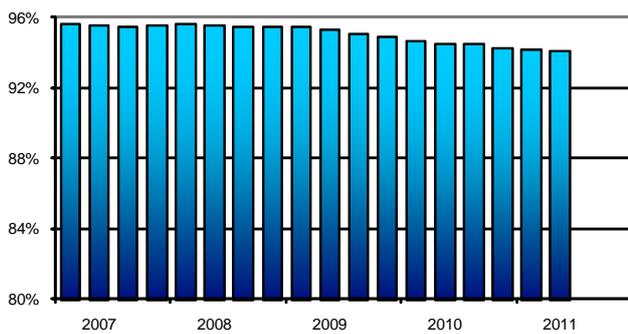
Encours de crédit à la construction des entreprises



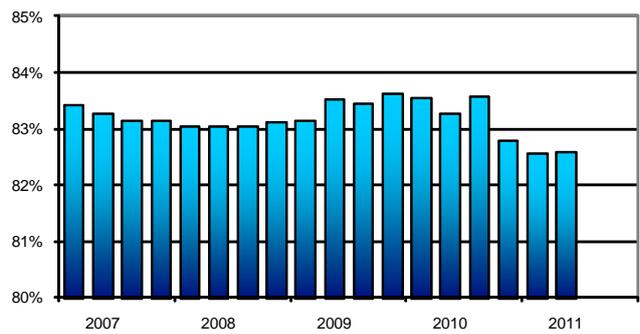
Encours de crédit d'équipement des entreprises



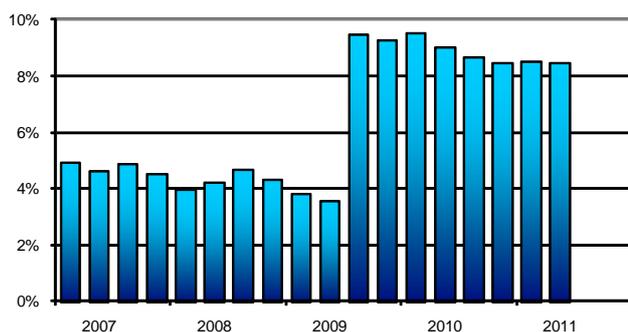
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Emplois	404 584	425 392	463 354	474 643	511 677	502 961	499 870	496 431	498 149	0,3%	-2,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	392 737	412 918	448 762	458 510	478 644	481 681	481 336	480 881	483 250	0,5%	1,0%
Réserves obligatoires et libres	11 847	12 474	14 592	16 133	33 033	21 280	18 533	15 551	14 899	-4,2%	-54,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ressources	404 583	425 395	463 354	474 643	511 677	502 961	499 870	496 431	498 149	0,3%	-2,6%
Dépôts collectés (- encaisses)	314 660	343 929	372 471	375 073	387 692	383 877	383 592	375 441	375 422	0,0%	-3,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	43 902	47 728	49 647	56 457	62 049	63 867	65 103	67 702	69 314	2,4%	11,7%
Excédent des opérations diverses des EC	28 684	25 167	30 533	26 480	18 461	16 835	15 586	13 242	14 328	8,2%	-22,4%
Réescompte	6 505	6 004	2 873	4 458	2 199	1 898	3 037	3 278	3 590	9,5%	63,3%
Position extérieure nette des EC (si négative)	10 831	2 566	7 829	12 175	41 276	36 483	32 552	36 768	35 496	-3,5%	-14,0%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

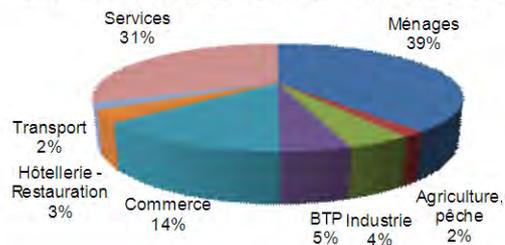


4.2 Le réescompte

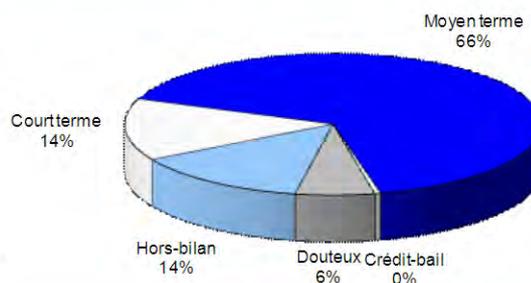
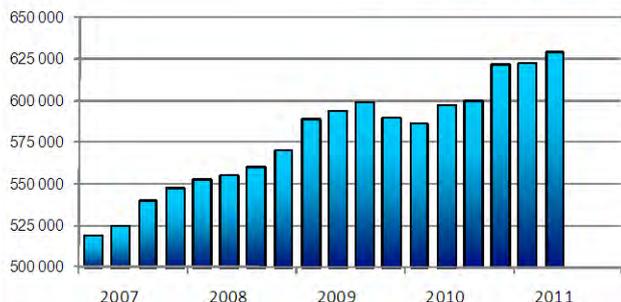
Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 621	4 745	4 457	4 370	5 863	6 209	6 367	6 736	6 842	1,6%	16,7%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 742	1 495	1 575	1 650	1 638	1 295	1 452	1 538	1 582	2,9%	-3,4%
Taux d'éligibilité	38%	32%	35%	38%	28%	21%	23%	23%	23%	-	-
Refinancement	7 693	6 004	5 080	4 458	2 199	1 897	3 037	3 279	3 590	9,5%	63,3%
Engagements à court terme	2 445	2 660	2 311	2 188	1 095	980	1 706	2 021	2 459	21,7%	124,6%
Engagements à moyen terme	5 248	3 344	2 769	2 270	1 104	917	1 331	1 258	1 131	-10,1%	2,4%

5. Les engagements sectoriels

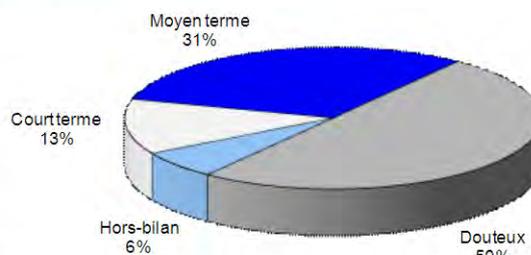
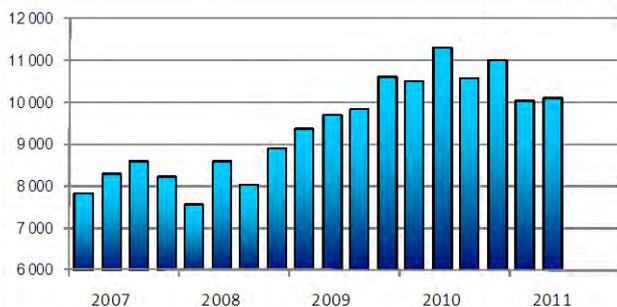
Répartition des engagements par secteur au 30 juin 2011



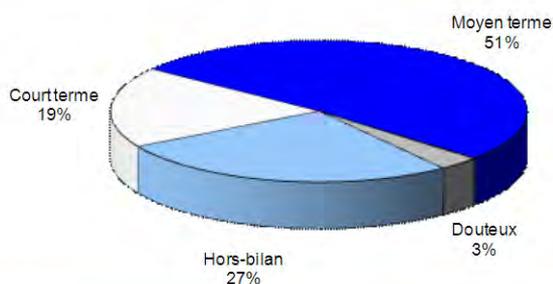
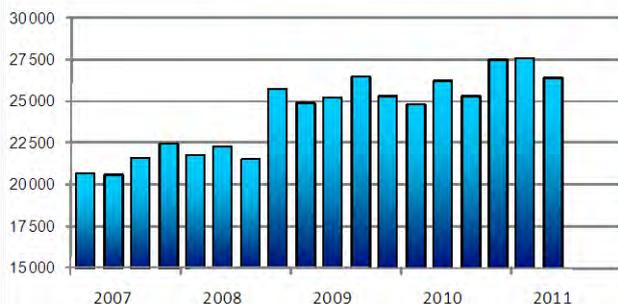
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



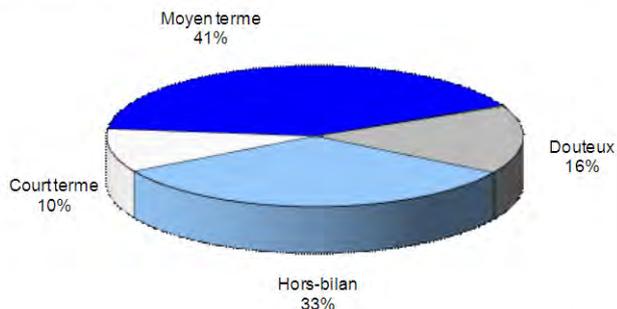
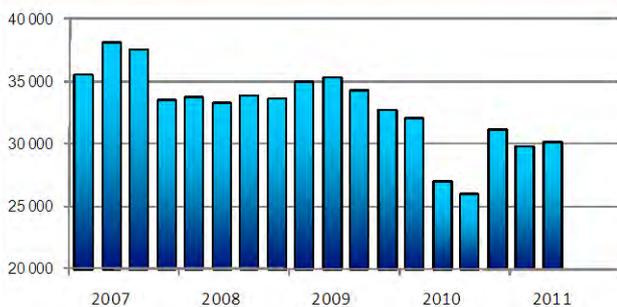
AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE



INDUSTRIE



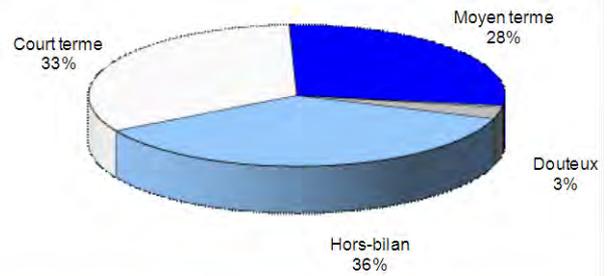
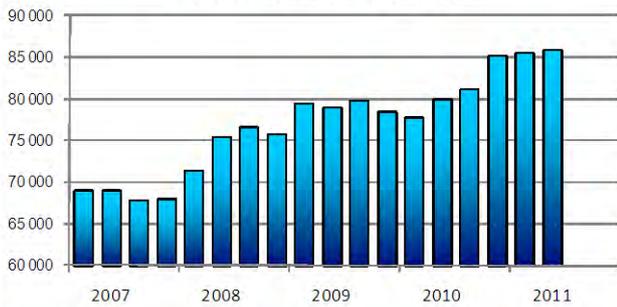
BTP



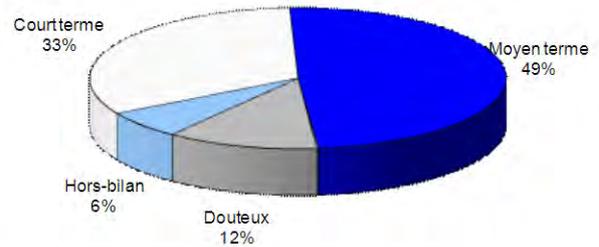
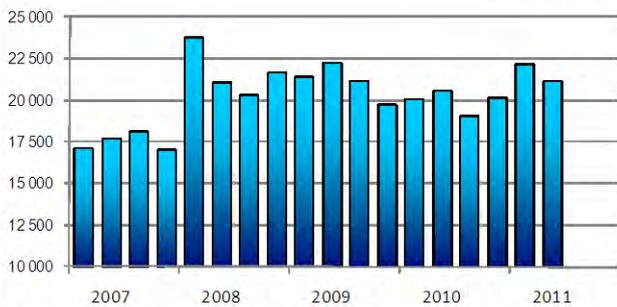
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

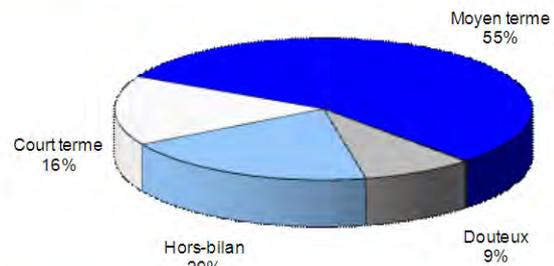
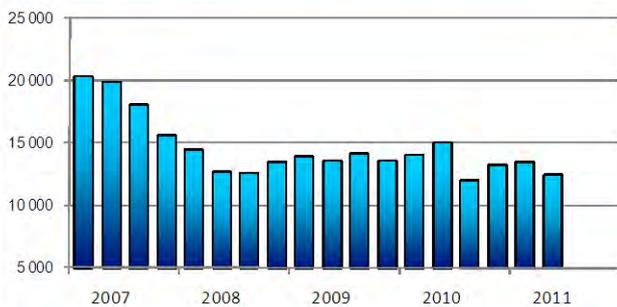
Encours (en millions de F. CFP)



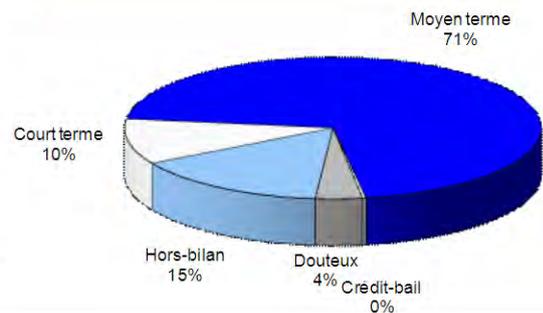
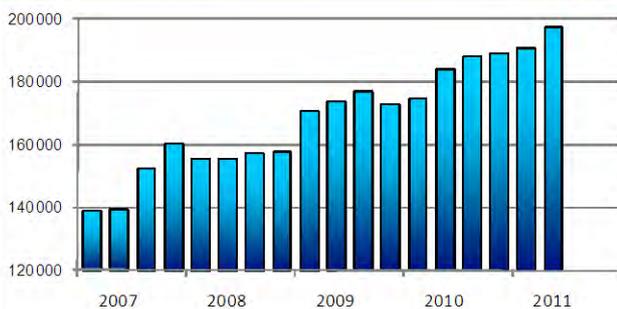
HOTELLERIE - RESTAURATION



TRANSPORT



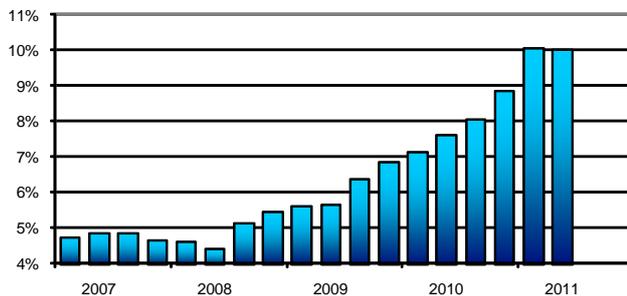
SERVICES



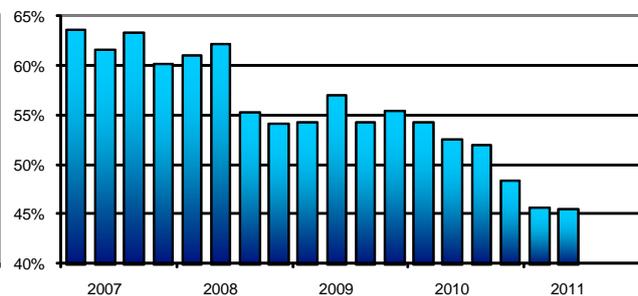
6. Les indicateurs de vulnérabilité

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses brutes

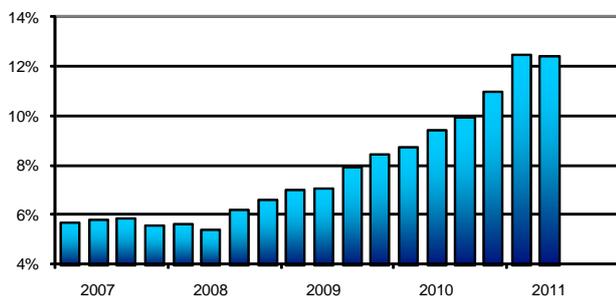


Taux de provisionnement

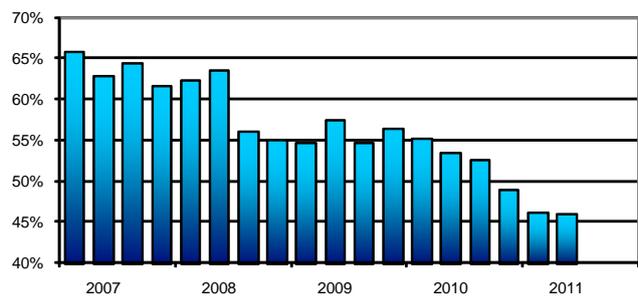


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses brutes



Taux de provisionnement



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	Variations					
	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2010	2011	2011	1 trim.	1 an
En nombre	3 030 886	3 063 770	3 176 435	3 063 900	2 896 451	2 976 689	3 189 574	2 853 896	2 926 899	2,6%	1,1%
Chèques	1 541 084	1 515 027	1 514 572	1 400 119	1 350 796	1 388 708	1 450 507	1 304 060	1 330 280	2,0%	-1,5%
Virements	375 335	411 239	439 202	445 293	493 321	488 097	556 660	456 580	471 971	3,4%	-4,3%
Effets et avis de prélèvements	434 756	429 734	476 682	463 112	303 294	337 296	359 391	365 517	358 643	-1,9%	18,2%
Opérations monétiques	629 984	654 400	700 035	708 898	723 104	735 991	794 613	696 754	738 450	6,0%	2,1%
Autres	49 727	53 370	45 944	46 478	25 936	26 597	28 403	30 985	27 555	-11,1%	6,2%
En millions de F CFP	242 211	271 118	283 983	275 014	257 677	287 363	288 849	255 565	257 309	0,7%	-0,1%
Chèques	117 141	128 882	128 865	121 961	103 997	120 471	117 729	104 809	104 664	-0,1%	0,6%
Virements	103 353	118 705	131 493	129 780	131 664	144 251	147 818	128 867	130 922	1,6%	-0,6%
Effets et avis de prélèvements	13 465	14 051	14 995	15 194	14 062	14 540	14 555	14 297	13 790	-3,5%	-1,9%
Opérations monétiques	6 090	7 008	6 501	6 441	6 484	6 623	7 275	6 109	6 530	6,9%	0,7%
Autres	2 161	2 472	2 128	1 638	1 470	1 479	1 472	1 483	1 403	-5,4%	-4,5%

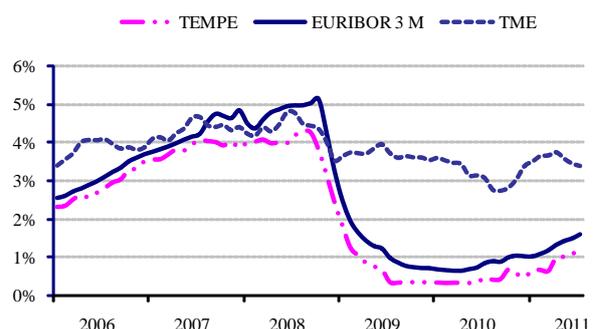
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%
Taux de l'escompte de chèque	2,00%

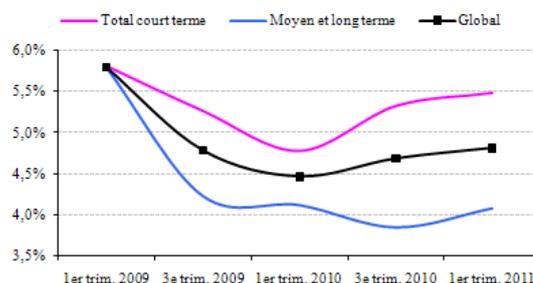
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%

8.2 Les principaux taux de marché



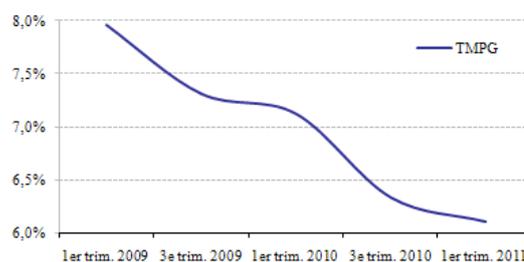
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	Variation annuelle
Total court terme	5,81%	5,26%	4,77%	5,32%	5,48%	71 pb
Moyen et long terme	5,79%	4,23%	4,12%	3,85%	4,08%	-4 pb
Global	5,80%	4,78%	4,46%	4,68%	4,81%	35 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	Variation annuelle
Prêts immobiliers	6,03%	5,54%	5,23%	4,97%	4,75%	-48 pb
Prêts immobiliers	6,63%	5,65%	-	5,30%	4,05%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	12,00%	12,68%	13,29%	12,49%	13,39%	10 pb
Découverts	9,97%	9,64%	9,25%	8,55%	8,79%	-46 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	8,55%	7,78%	8,08%	6,88%	6,60%	-148 pb
TMPG	7,96%	7,31%	7,12%	6,33%	6,10%	-102 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%
- Prêts à taux variable	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%
- Prêts relais	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%*	21,41%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	19,27%	19,32%	19,67%	19,53%*	19,37%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,61%	8,15%	7,77%	8,03%*	11,22%
Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%	9,05%	8,01%	9,12%	9,13%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	4,99%	5,09%	4,97%	5,01%	5,29%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,25%	5,79%	5,65%	5,77%	6,08%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,93%	5,60%	5,63%	5,65%	6,00%
Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011
Découverts en compte	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%

*applicables du 1er mai au 30 juin 2011 dans les collectivités d'outre-mer

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 27 septembre 2011
Dépôt légal : 27 septembre 2011 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03